

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 472 - 1 €

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
1 €, 3 FS, £ 1
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
8 €, 15 FS, £ 5

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -
No 472
Juin-Juillet-Août 2004
41^e année

DANS CE NUMERO

- Ni putes, ni soumises ... mais au service de l'Etat bourgeois
- Extraits des «Thèses pour la propagande parmi les femmes» (III^eème Congrès de l'IC - juillet 1921
- United States of Europe
- La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original (fin)
- Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T.O. renforcent l'exigence de l'unité et de la lutte de classe

Le gouvernement et les patrons attaquent, les syndicats multiplient les sabotages ... des luttes

Le changement de statut d'EDF vient donc d'être voté au parlement, en dépit de l'action des syndicats - ou plutôt grâce à l'action des syndicats contre toute éventualité d'apparition d'une réelle lutte de défense. Les travailleurs d'EDF possèdent entre leurs mains une arme formidable puisqu'il suffirait qu'ils arrêtent la production d'électricité pour mettre à genoux l'économie du pays. C'est d'ailleurs parce qu'ils craignent leur force potentielle que les bourgeois leur avaient concédé autrefois une situation un peu meilleure que celle de leurs frères de classe, sous la forme de leur statut particulier.

Et sur la base de ces concessions, qui n'étaient en fait que des miettes des profits capitalistes, s'est développée la puissance de forces collaborationnistes directement et matériellement intéressées au maintien de la paix sociale. C'est ainsi que la Fédération Energie de la CGT, la plus riche et une des plus influentes du syndicat grâce notamment au C.E. d'EDF qu'elle contrôle, au financement par la direction de différentes associations de la CGT, etc., est aussi sans doute l'une des plus engagées dans la collaboration des classes, au point qu'on parlait de véritable cogestion d'EDF entre la direction et la CGT ! Nous écrivions il y a quelque temps :

« Le quotidien patronal «Les Echos» en donne les raisons (du collaborationnisme du syndicat) : «*Tout se passe comme si [le PDG] François Roussely et le gouvernement Jospin avaient conclu une sorte de deal avec [le secrétaire général de la CGT-Energie] Denis Cohen. D'un côté la direction stoppe la baisse des effectifs. Elle accepte aussi de ne pas toucher au 1% du chiffres d'affaires versé au comité d'entreprise qui fait de ce C.E. géré par la CGT le plus riche de France [employant plus de 1000 permanents]. "S'il s'agit du prix à payer pour une transformation paisible du statut d'EDF, cela vaut la*

(Suite en page 2)

CONTRE L'EUROPE DU CAPITAL ! CONTRE L'IMPÉRIALISME ET LE NATIONALISME ! VIVE LA LUTTE PROLÉTARIENNE INTERNATIONALE !

Dans tous les pays, même les plus riches qui dominent le reste du monde et pillent les ressources des Etats plus faibles, la classe ouvrière est exploitée par le capital, enchaînée à la production, esclave d'un mode de production inhumain. Même s'il est vrai que par la lutte des avantages ont été obtenus et que la bourgeoisie a utilisé ces concessions pour alimenter les mythes de la démocratie, de l'union nationale entre les classes, de la paix sociale, la situation est restée fondamentalement la même: angoisse, incertitude du lendemain, travail forcené pour les uns, chômage pour les autres, misère et exploitation pour tous.

Mais aujourd'hui, afin de préserver les taux de profit des écono-

mies, les capitalistes et leur personnel politique sont partout à l'oeuvre pour reprendre les avantages autrefois concédés, pour imposer - sous l'appellation de «réformes»! - la suppression des anciennes réformes, pour aggraver sur tous les plans les conditions de vie et de travail des prolétaires. Ce n'est pas une nouvelle forme du capitalisme qui se ferait ainsi jour - le «libéralisme» - sous la pression de financiers sans coeur, mais le fonctionnement normal des lois du capitalisme qui ne se nourrit que de l'exploitation du travail salarié. La situation actuelle imposée aux capitalistes eux-mêmes par les difficultés économiques, ne fait qu'aggraver les traits permanents de la condition ouvrière. Face à cela, que proposent ceux qui disent défendre les intérêts des travailleurs?

MENSONGES RÉFORMISTES CONTRE LA LUTTE OUVRIÈRE

Les partis de la tristement célèbre «Gauche plurielle» voudraient faire oublier qu'au gouvernement ils ont fidèlement défendu les intérêts des bourgeois, des patrons de l'économie «nationale», c'est-à-dire de l'économie du capital. Ils jouent maintenant la comédie de l'indignation contre une Europe qui risquerait de devenir trop libérale, alors que ce sont eux qui ont permis le développement

des attaques anti-ouvrières: ils voudraient faire oublier qu'ils ont non seulement renié leurs promesses de «changer la vie», mais qu'ils ont initié les attaques contre les travailleurs que les partis de droite mènent actuellement, des retraites à la sécurité sociale, en passant par la généralisation de la flexibilité, etc. Ils voudraient faire oublier qu'ils ont ouvert la voie à un Sarkozy par leur politique répressive (loi Sécurité et liberté, plans Vigipirate, répression contre les travailleurs sans-papiers, etc.). Leur seul vérita-

ble programme est en réalité l'affirmation gratuite qu'ils seraient moins pires que le gouvernement actuel!

Les partis de l'«extrême-gauche» électoraliste ont abandonné leur vieille phraséologie «révolutionnaire»; ils reprennent maintenant les vieux mensonges réformistes que n'osent plus proférer les partis de gauche. Ils voudraient faire croire que l'Etat bourgeois n'est pas toujours du côté des capitalistes et

(Suite en page 2)

L'Algérie après l'élection présidentielle

Le 8 avril, à la surprise générale, Bouteflika était réélu président avec un score chiracien: près de 85 % des voix. La plupart des politiciens et des commentateurs pronostiquaient plutôt une réélection difficile, voire son élimination au deuxième tour. On répétait que, pour la première fois, l'armée avait décidé de laisser l'élection se dérouler librement, ou même qu'elle avait décidé de se débarrasser de Bouteflika. La candidature de l'ancien Premier ministre Benflis, soutenu par le FLN, témoignait des divisions au sein de la classe politique dirigeante et entretenait les illusions que, cette fois-ci, les jeux

n'étaient pas faits et que les élections pouvaient amener un «changement».

En réalité on a eu une nouvelle démonstration que la voie des urnes n'est qu'une impasse et que la démocratie n'est que de la poudre aux yeux: ce n'est que par la lutte et l'affrontement de classe qu'un changement favorable aux travailleurs et aux masses déshéritées pourra être obtenu. D'ailleurs les autres candidats en lice n'avaient tous que des programmes intégralement bourgeois et ne différaient de Bouteflika que sur des questions de personnes ou de clans.

LECRAPULEUXPT

Il y avait bien une candidature «trotskyste», celle de Louiza Hanoune, mais elle ne se distinguait des autres que par son chauvinisme exacerbé, se situant elle aussi sur le terrain bourgeois; on pouvait lire à profusion sur son programme, intitulé «La nation algérienne doit vivre, la République algérienne doit vivre!» des phrases de ce type: «rien ne peut ni ne doit être supérieur à l'intégrité de la nation (...). Nul n'a le droit de mettre en péril l'existence de la nation, l'intégrité du peuple algérien (...). Il s'agit de définir les priorités politiques et sociales nationales, de rechercher les solutions nationales algériennes aux problèmes, pour préserver la nation et la souveraineté nationale»; et donc: «Jem'adresse à toutes les Algériennes et à tous les Algériens, à tous les partis, toutes les institutions, tous les corps constitués, à toutes les forces vives de la nation: Alerte! Alerte! Notre pays est en train de glisser dans l'abîme (...).» (1). Ce que dénonçait le PT, c'était la menace que constituerait le régionalisme kabyle, et c'est pourquoi il s'adressait implicitement dans cet appel nationaliste crapuleux, parmi les «institutions» et autres «corps constitués» de l'Etat, à l'Armée et à la police qui se sont toujours posées en gardien suprême de l'unité nationale et en ont donné la preuve en réprimant dans le sang les émeutes en Kabylie.

Derrière la victoire électorale de Bouteflika, il y a la mobilisation de quasiment toutes les institutions et de tous les corps constitués - et sans doute est-ce pour cela que le PT, loin de protester contre ces résultats, a jugé «positive» cette élection et a adressé un appel au président pour «désamorcer les bombes politiques et sociales pouvant exploser à tout moment» (2)...

* * *

Il semble en fait que Bouteflika ait bien été en délicatesse avec certains secteurs dirigeants de l'armée et l'année dernière sa position paraissait fragile lorsque Chirac lors de sa visite officielle a montré le soutien appuyé que lui accordait l'impérialisme français. «Le Figaro», dans un article censuré en Algérie, affirme que: «Fin 2003, c'est l'armistice. Après de longues négociations, un deal entre le président et les généraux signe la fin des hostilités et balise la cohabitation, dont le bail est prolongé de 5 ans. En dépit des apparences et des professions de foi sur la "neutralité" de l'armée, Abdelaziz Bouteflika est, une nouvelle fois, dans la posture du sauveur d'un "régime en fin de parcours". Dans le sésail seul quelques initiés sont informés du "bon choix" des militaires. Comme le premier ministre Ahmed Ouyahia, réputé proche des "décideurs". Son parti, le RND, exhorte le chef de l'Etat à briguer un second mandat. Les islamistes modérés du

Hamas, puis l'UGTA [syndicat officiel] lui emboîtent le pas. Le FLN, l'ex-parti unique majoritaire au Parlement est déstabilisé; un clan se rebelle contre Ali Benflis et rejoint le camp du "futur vainqueur"».

Le journal continue en affirmant que les chefs militaires se sont efforcés de faire croire jusqu'au bout à leur non implication. Amèrement déçus le soir de l'élection («*Finale nous avons été dupés!*»), se lamente un proche de Benflis qui se voyait déjà vainqueur), les opposants essayent de protester, mais «un émissaire de l'état-major est venu pour les dissuader fermement de tout recours à la rue, révèle un responsable du RCD. Ce sentiment d'avoir été dupés par les "gardiens de la République" est partagé par tous ceux qui avaient parié sur l'armée pour battre Bouteflika. Ahmed Benchicou, directeur du quotidien Le Matin qui a traqué durant 5 ans les frasques du candidat présidentiel conclut avec lucidité: "nous venons en réalité de briser une double innocence, tenace, perfide même: celle de croire que l'armée, comme l'Occident, est l'exécutante de nos caprices démocratiques"» (3).

Après sa victoire, Bouteflika se vengera d'ailleurs en jetant Benchicou en prison. Malheureux démocrates, toujours déçus dans leurs espoirs que les «décideurs» de la bourgeoisie satisfassent ce qui est bien, par rap-

(Suite en page 6)

CONTRE L'EUROPE DU CAPITAL ! CONTRE L'IMPÉRIALISME ET LE NATIONALISME ! VIVE LA LUTTE PROLÉTARIENNE INTERNATIONALE !

(Suite de la page 1)

qu'il pourrait venir au secours des travailleurs. Ils voudraient faire croire qu'un «*plan d'urgence*» en leur faveur pourrait être imposé par les bulletins de vote aux capitalistes. Ils appellent même les prolétaires à se mobiliser pour défendre cet Etat bourgeois contre l'«*offensive néo-libérale*»! Le vote Chirac est la conséquence logique de telles positions, anti-ouvrières, parce qu'elles détournent les prolétaires de la seule façon efficace de se défendre dont ils disposent: la lutte ouverte, de classe.

Quant aux grandes Confédérations syndicales, soucieuses avant tout de la bonne santé de l'économie capitaliste et désireuses de collaborer avec les capitalistes elles ont fait l'année dernière une nouvelle démonstration de leur rôle de **sabotage** de la lutte ouvrière. Elles recommencent dès aujourd'hui, en faisant tout leur possible pour empêcher les travailleurs à se préparer à une lutte sérieuse contre les attaques annoncées, en particulier contre la sécurité sociale.

Pour se défendre contre les attaques capitalistes, les prolétaires ne peuvent compter que sur eux-mêmes, que sur leur capacité à s'organiser et à lutter indépendamment de toutes les organisations collaborationnistes et réformistes.

Il n'existe pas un bon capitalisme, sensible aux besoins des travailleurs et attaché aux services publics, et un mauvais, cupide et libéral; le capitalisme n'obéit toujours qu'à la loi du profit et si à un certain moment il a consenti à payer les frais d'entretien des services publics c'est parce que ceux-ci étaient indispensables à la bonne marche des économies développées et non pas pour faire plaisir aux travailleurs et à la population. Dès que ces services deviennent trop coûteux par rapport à leur utilité, il s'en débarrasse sans hésiter. Le capitalisme n'arrête jamais de se restructurer, de supprimer des secteurs insuffisamment rentables, de jeter sur le pavé des travailleurs, comme il n'arrête pas de modifier les formes de l'exploitation, selon les besoins du profit et les nécessités de la concurrence.

Avancer la perspective de défendre une forme antérieure, soi-disant plus douce parce que le chômage était faible, de l'exploitation capitaliste (condition qui prévalait au moment de l'expansion économique) comme le font certains (ATTAC), est non seulement absurde, mais c'est condamner les travailleurs à la défaite en leur faisant adopter les intérêts de leurs exploiters. La classe ouvrière n'a que ses propres intérêts de classe à défendre contre les exploiters, contre les capitalistes et leur Etat: ses conditions de vie et de travail, les conditions de sa lutte et la solidarité de l'union de ses rangs contre la classe bourgeoise; et c'est en se défendant d'une manière classiste contre les attaques bourgeoises qu'elle se donnera la possibilité de passer ensuite à l'offensive, à la **lutte politique révolutionnaire** pour renverser le capitalisme.

L'histoire ancienne et récente a fait à d'innombrables reprises la démonstration que l'Etat bourgeois n'est qu'un instrument au service exclusif de la bourgeoisie - il est en dernière analyse une bande armée qui défend les privilèges du capital - et que c'est une illusion stupide de vouloir utiliser sa justice et ses lois contre lui. La perspective réformiste de le transformer ou de l'utiliser par la voie parlementaire et pacifique n'est rien d'autre qu'un mensonge répandu à dessein par les adversaires du prolétariat.

CONTRE L'EUROPE UNIE ET CONTRE LES ETATS NATIONAUX, TOUS INSTRUMENTS DU CAPITAL !

Les dirigeants capitalistes européens se félicitent de l'entrée de nouveaux pays dans l'union européenne parce qu'ils espèrent y trouver un renforcement de leur poids écono-

mique et politique face à la concurrence internationale; mais devant l'inquiétude de certaines couches bourgeoises et petites-bourgeoises, ils n'oublient pas de rappeler que cet élargissement de l'union ne signifie en aucune façon un affaiblissement des Etats nationaux: l'Etat national est en effet toujours le pilier fondamental de la domination politique et sociale de la classe dominante et de sa puissance économique. Les prolétaires ne doivent jamais oublier que l'Etat est l'arme de la classe ennemie et que tout renforcement de celle-ci se fait à leurs dépens; ils doivent s'opposer aux «européistes» convaincus comme aux «souverainistes», aussi réactionnaires les uns que les autres.

D'ailleurs cette union européenne, comme toutes les unions bourgeoises, n'élimine pas les rivalités entre ses membres, un bloc franco-allemand s'opposant à un bloc pro-américain, chacun de ces blocs étant lui-même instable; c'est ainsi qu'opposés à la guerre américaine contre l'Irak, les gangsters impérialistes français prétendent pacifistes, se sont entendus avec les Américains

pour intervenir militairement à Haïti! Et son alliance avec d'autres puissances européennes n'empêche pas le capitalisme français de défendre bec et ongles sa domination sans partage sur ses anciennes colonies ou de concurrencer là où il le peut ses alliés, tandis qu'il collabore ailleurs avec eux dans des interventions impérialistes (Afghanistan, ex-Yougoslavie, etc.).

POUR LA RÉVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE !

L'objectif politique du prolétariat n'est pas la démocratie, qui est une des formes de la domination de classe de la bourgeoisie; il n'est pas un capitalisme à visage humain, solidaire et égalitaire qui n'existe que dans la propagande bourgeoise; il n'est pas l'égalité des nations, l'union entre les peuples et la paix entre les Etats qui sont **impossibles** tant qu'existe le capitalisme. Son objectif, c'est **l'union de tous les exploités**, quelles que soient leur nationalité, leur race ou leur religion, contre les exploiters et leur système, l'union des prolétaires de tous les pays contre le capitalisme mondial; c'est le développement de la lutte des classes en lutte révolutionnaire internationale culminant dans le renversement des Etats bourgeois par la vio-

lence révolutionnaire et l'insurrection armée; c'est la prise du pouvoir par les exploités, l'instauration de la **dictature mondiale du prolétariat** afin de déraciner le capitalisme et d'ouvrir ainsi la voie à une société sans classes et sans Etats, sans frontières ni nations, sans exploitation ni oppression: le **communisme**.

L'émancipation du prolétariat ne peut en effet être obtenue dans un cadre national: chaque fois que la classe ouvrière a mis en danger l'ordre établi, elle a trouvé contre elle toutes les bourgeoisies coalisées. La société sans crise et sans guerre pour laquelle il lutte ne peut être que mondiale, et la lutte ouvrière est internationale par nature. Il faut unir toutes les forces internationales de la classe ouvrière qui sont immenses, et pour unifier, organiser et diriger cette lutte, l'avant-garde prolétarienne de tous les pays devra reconstituer le **parti mondial du prolétariat**, sur les bases historiquement définies par le marxisme.

Les prolétaires n'ont rien à défendre dans cette société; ni entreprise, ni économie, ni patrie. Leur seule «patrie», c'est leur lutte pour l'émancipation du joug du capital, pour le communisme.

(Mai 2004)

Le gouvernement et les patrons attaquent, les syndicats multiplient les sabotages ... des luttes

(Suite de la page 1)

peine " affirmait encore M. Roussely en juillet dernier. (...) Peu à peu la CGT redevient l'interlocuteur privilégié et Denis Cohen presque le vice-président d'EDF, comme à la grande époque de la cogestion». Impossible de s'étonner alors que la bonzerie qui prospère douillettement à l'ombre de l'entreprise n'ait aucune envie, ni aucune possibilité de s'opposer à la direction et ne cherche qu'à faciliter la bonne marche de cette entreprise!» (1).

LA DÉFENSE DE L'ENTREPRISE EST INCOMPATIBLE AVEC LA DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

Le changement de statut d'EDF n'est pas motivé par le souci de faire jouer la concurrence en faveur des consommateurs (et encore moins des consommateurs individuels!) comme le prétendent le gouvernement et la direction, l'ouverture à la concurrence qui a déjà commencé s'est traduite par une hausse des prix de l'électricité, ce qui a provoqué la colère de gros consommateurs industriels. L'un de ceux-ci a publiquement menacé de délocaliser sa production en Russie où le prix de l'électricité reste très bas; la SNCF qui ne peut pas délocaliser ses trains a elle aussi protesté. Les prix bas de l'électricité en France avaient attiré certaines entreprises étrangères, et il était en tout cas un facteur compétitif pour les entreprises nationales grosses consommatrices d'énergie électrique. Mais ces prix bas, conséquence de subventions étatiques (à commencer par le fait que c'est l'Etat et non EDF qui paye les gros investissements dans le nucléaire), outre le fait qu'ils étaient mal vus par les partenaires-concurrents européens de la France, avaient l'inconvénient majeur d'handicaper l'entreprise dans sa stratégie d'expansion internationale qui l'a déjà conduite à un grave endettement. Or le marché de l'énergie se libère toujours plus au niveau international, libérant aussi des grandes opportunités pour les grosses entreprises du secteur. En Italie les appétits d'EDF ont été en outre bloqués jusqu'ici par le gouvernement italien sous le prétexte de ne pas laisser une entreprise liée à un Etat étranger s'emparer d'une part du marché local de l'énergie (délices de l'*unité européenne*!).

Ce sont donc les **intérêts de l'entreprise** EDF (indissolublement liée aux intérêts du puissant lobby nucléaire) qui poussent à ce

changement, y compris contre les intérêts de certains autres capitalistes. Le collaborationnisme syndical qui fait sien la défense des intérêts de l'entreprise, ne peut qu'être fondamentalement d'accord avec cette évolution. Cohen avait eu la maladresse de le dire publiquement et il avait été désavoué dans le syndicat; ses successeurs, plus habiles, sont fondamentalement sur la même ligne mais ne le disent pas; ils ont donc pu jouer la comédie de la lutte contre ce changement. Le gouvernement a d'ailleurs fait une série d'annonces que les médias ont justement relevées comme devant favoriser l'entente avec la CGT, depuis la décision de relancer le programme nucléaire jusqu'à celle de stopper la réduction des effectifs. Pour plus de sûreté il a alterné le bâton avec la carotte, en visant la caisse: il a déclenché une enquête judiciaire pour abus de biens sociaux contre le C.E. d'EDF. Nul doute que le message a été reçu cinq sur cinq!

Pour calmer les travailleurs, qui savent que ce changement de statut se traduira inévitablement par une **augmentation de leur exploitation**, les syndicats ont organisé des manifestations-procèsions, soigneusement espacées pour qu'elles ne puissent servir de point d'appui à une mobilisation et pour laisser au gouvernement le temps qu'il lui faut; des coupures de courant ont bien eu lieu, mais très vite les syndicats les ont orientés vers des objectifs «symboliques», c'est-à-dire inoffensifs (coupures de courant à des personnalités, rétablissement du courant à ceux qui se l'étaient fait couper pour non paiement de la facture, dans quelques cas très médiatisés). Ils ont condamné avec la plus grande indignation, à l'instar des autorités, les cas de coupures sauvages et de sabotage de lignes: nous défendons l'entreprise, donc nous ne pouvons nous attaquer aux usagers, à nos clients, dira à la presse Frédéric Imbrecht, le dirigeant de CGT-Energie, tandis que le secrétaire confédéral chargé du dossier EDF, Jean Christophe Le Digou expliquait: «*Notre travail c'est de canaliser cette tension sociale vers des objectifs atteignables*» (2).

Ces **saboteurs de la lutte ouvrière** voulaient dire en fait que leur besogne est de dévier les poussées de lutte vers des objectifs compatibles avec ceux de l'entreprise et de l'économie capitaliste et que puisqu'ils défendent l'entreprise, ils ne peuvent défendre les travailleurs!

Une véritable lutte des travailleurs d'EDF

n'aurait pas pris comme objectif la défense de l'entreprise, la défense des nationalisations ou du service public, c'est-à-dire des objectifs **interclassistes**, mais la **défense des intérêts de classe des travailleurs**; elle n'aurait pas alors reculé devant l'utilisation de l'arme la plus puissante, la coupure du courant; et alors elle aurait reçu le soutien des autres travailleurs qui avant d'être des «usagers» sont des **prolétaires**, qui y auraient vu un puissant encouragement à entrer eux-mêmes en lutte contre leurs patrons et contre l'Etat bourgeois. Les poussées de lutte étaient réelles parmi les travailleurs d'EDF, comme en font foi les occupations de centraux, de centrales nucléaires, les coupures de courant sauvages, etc. Par ailleurs le discrédit général du gouvernement dont les syndicats dénoncent bruyamment l'«obstination», l'«autisme», aurait encore augmenté les possibilités de soutien auprès du restant des travailleurs.

L'obstacle premier et fondamental à l'éclatement de la lutte et à son succès ensuite, se trouvait donc non pas à l'extérieur, mais à l'intérieur de la classe, parmi les travailleurs eux-mêmes: les saboteurs professionnels en leur sein que constituent les hiérarchies syndicales collaborationnistes.

Face aux attaques capitalistes les bonzeries syndicales s'emploient déjà à saboter toute possibilité de lutte réelle, en commençant par la réforme de la Sécurité Sociale où les syndicats ont déjà entériné l'idée de la «réforme» mais veulent négocier afin de la rendre juste et... «efficace» ou en approuvant implicitement les propositions du ministre Borloo sur la «cohésion sociale».

Pour lutter, pour se défendre, l'organisation est indispensable. Mais les prolétaires devront réussir à s'organiser et à lutter **indépendamment** des appareils syndicaux collaborationnistes, sur des bases authentiquement de classe, s'ils veulent que leurs luttes aient une possibilité d'être couronnées de succès. C'est une exigence qui devient de plus en plus évidente dans tous les conflits sociaux et qui devra inévitablement se concrétiser demain.

Contre le sabotage des bonzeries syndicales!

Pour le retour aux méthodes, aux moyens et aux objectifs de la lutte de classe!

(1) «Le Prolétaire» n°465.

(2) cf «Le Monde», 19/6/2004

UNITED STATES OF EUROPE

Signé alfa, cet article d'Amadeo Bordiga parut sur la revue théorique d'alors du parti, «Prometeo», première série, n°14 (janvier-février 1950). Il s'attachait à critiquer les mots d'ordre et les perspectives de l'unité européenne en commençant par rappeler les perplexités qu'avaient suscité ce mot d'ordre équivoque parmi les communistes du premier après-guerre, pour continuer par la critique de la perspective d'une constitution

pacifique de ce qui aurait pu être les «Etats Unis d'Europe» à l'issue de la deuxième guerre mondiale, en s'attachant en particulier à critiquer le principe fédéraliste.

Après plus d'un demi-siècle ces Etats Unis d'Europe n'ont toujours pas vu le jour, mais les idéologues continuent à alimenter ce mirage, auquel se sont ralliés pratiquement tous les partis, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

A l'horizon troublé de l'Europe tourmentée un mirage est indiqué avec insistance par les idéologues dont cette noble terre est si féconde, aussi féconde que d'aventuriers, de marchands et de capitaines d'industries et de guerres: le mirage d'une fédération pacifique de tous ces Etats historiques aux structures et aux péripéties si diverses, en conflit perpétuel depuis des siècles, sous le régime féodal comme sous le régime bourgeois, dans l'ambiance du despotisme comme dans celle de la démocratie électorale.

Etats Unis d'Europe! A plusieurs reprises au long du trop intelligent et trop belliqueux dix-neuvième siècle, les révolutionnaires bourgeois, les chefs des insurrections populaires et des luttes d'indépendance ont cru y voir une glorieuse perspective.

Mais elle n'a pas manqué non plus d'influencer les chefs de la nouvelle classe ouvrière, jusque dans le camp du marxisme révolutionnaire: le cas d'une intelligence aussi puissante que celle de Trotsky suffit à le montrer.

La façon dont on arriva à cette revendication est évidente. L'internationalisme de la lutte prolétarienne, son affrontement continu dans la politique et dans l'organisation socialistes avec les difficultés provoquées par les questions nationales et les guerres entre les Etats; les ravages de l'opportunisme au moment de la première guerre générale au vingtième siècle qui firent échouer avec la dégénérescence patriotique la longue marche des partis socialistes les plus forts, la certitude que la révolution européenne aurait une dimension mondiale, tout conduisait à cette perspective historique; en outre cela laissait penser que, dans des périodes de recul et d'hésitation, le mot d'ordre de l'unité européenne faisait partie des revendications capables - s'il en était - de ramener les masses sur le terrain des batailles de classe.

Face à ces généreuses impulsions vers le retour au feu de l'action, vers les périodes de fièvre sociale où le présent semble sur le point de se plier aux attentes nourries depuis si longtemps, les doutes et les critiques semblaient peu de chose, et comme à l'habitude on les attribuait à un schématisme doctrinal.

Quand nous parlons d'une Fédération d'Etats européens est-ce que nous, marxistes, nous envisageons l'établissement d'une structure permanente entre les Etats bourgeois actuels où la bourgeoisie est au pouvoir? Ou considérons-nous qu'une Europe unie n'est possible que lorsque la classe ouvrière, après le renversement du capitalisme dans les divers Etats, s'unira par delà les frontières de nation, de race et de langue pour parvenir à les faire disparaître? Ou bien encore croyons-nous qu'il soit éventuellement possible de constituer un lien fédéral entre pays où domine la bourgeoisie et pays où elle a été renversée par le prolétariat?

Ce sont là des questions de perspective historique; et il n'y a aucun doute que comme tout marxiste révolutionnaire, Trotsky pensait que si une fédération d'Etats européens réussissait à se constituer, elle représenterait l'ennemi central contre lequel le prolétariat aurait à diriger son effort révolutionnaire pour lui arracher le pouvoir; que la révolution socialiste européenne ne pourrait pas vaincre dans une Europe divisée en puissances autonomes tant que le pouvoir de la bourgeoisie n'aurait pas été renversé dans au moins quelques uns des plus grands Etats; que le pouvoir révolutionnaire qui se serait établi dans un pays ou dans une partie de l'Europe ne pourrait avoir de rapports et d'alliances qu'avec les partis ouvriers en lutte contre la bourgeoisie dans les autres pays, sans qu'existe une période historique absurde de coexistence.

Mais la raison du lancement d'une reven-

dication fédéraliste est différente, au dire des partisans de ce genre de mots d'ordre tactiques.

La minorité d'avant-garde parmi les travailleurs, les communistes conscients, peuvent comprendre qu'il ne peut exister d'autre objectif à propos de l'Etat que celui de la dictature du prolétariat, après avoir détruit l'appareil étatique actuel; mais cette avant-garde ne peut lutter et vaincre qu'en entraînant dans la lutte les couches les plus larges des classes laborieuses, affamées et opprimées par les régimes existants et les guerres. L'appel à une Europe qui ne soit plus empoisonnée par les haines nationales et qui ne soit plus parcourue par des armées où les travailleurs sous l'uniforme aux ordres du capital se massacrent les uns les autres, serait un puissant levier pour pousser ces masses en mouvement; et dans ce mouvement des masses, les orientations intégralement communistes pourraient alors gagner en quelques semaines une audience supérieure à celle obtenue par des décennies d'un travail strictement programmatique de parti.

Même quand ses origines n'étaient pas suspectes, cette généreuse manœuvre tactique a démontré, à travers une série d'expériences désastreuses, qu'elle tombait toujours dans les pièges opportunistes, en jetant la confusion entre les forces de classe authentiques et les courants équivoques qui se situent entre le prolétariat et la bourgeoisie; sa conséquence particulièrement négative était qu'elle poussait les éléments les mieux formés, les militants théoriquement les mieux armés à remplacer le programme révolutionnaire par des mirages petit-bourgeois vides, trompeurs et défaitistes.

Trotsky consacra des pages vigoureuses, qu'il est impossible d'accuser d'abandon de la doctrine, à cette flamboyante perspective des *Etats Unis d'Europe*. Mais une confirmation de la critique résolue des tactiques trop élastiques dans la lutte des classes, une énième confirmation, nous est donnée par le fait que ce mot d'ordre qui alors aurait été reçu comme une déclaration de guerre à mort par les Etats nationaux bourgeois, fermement attachés au principe de leur souveraineté illimitée, est aujourd'hui le mot d'ordre historique de forces au service du grand capital et qui ne font pas mystère de se mobiliser pour l'accomplissement de ses entreprises d'asservissement du monde.

Si anxieusement qu'ils espèrent la tempête sociale, les marxistes ne possèdent pas de recettes pour agiter les eaux dans les périodes historiques où elles sont stagnantes.

Dans les périodes de stagnation, ni Marx et Engels entre 1849 et 1864 ou après 1872, ni Lénine entre 1906 et 1916 n'ont abandonné la théorie de l'inévitabilité de la tempête révolutionnaire. Les tempêtes révolutionnaires sont revenues, comme elles reviendront demain; et en s'approchant elles engendrent et éveillent toujours les combattants du communisme, qui finiront par vaincre à la fin.

* * *

Dans la conception marxiste classique, le socialisme ne craignait pas la guerre, parce qu'il n'avait jamais fait dépendre la tâche historique du renversement de la bourgeoisie de la constitution d'une entente bourgeoise pacifique. Au Congrès de Bâle en 1912 on considéra la guerre comme l'occasion, non d'une campagne pacifiste humanitaire, mais de la révolution sociale. Le *Manifeste* avait dit que les partis prolétariens ont une tâche dans le cadre national parce qu'ils tendent d'abord à abattre leur propre bourgeoisie. Non seulement la guerre n'est pas un motif pour concéder à la bourgeoisie une trêve intérieure, et encore moins pour passer

à son service contre l'Etat ennemi, mais, comme Lénine le théorisa, elle conduit d'autant plus directement à la révolution qu'elle est plus désastreuse pour la bourgeoisie de notre patrie.

Le fait que dans les grands pays bourgeois cette directive ait été complètement trahie, et que les prolétaires socialistes et communistes d'Europe se soient divisés sous les deux drapeaux de la guerre bourgeoise, ne put trouver un remède dans des fédérations européennes et internationales, ni dans des campagnes générales pour éviter de nouvelles guerres.

Ce contre quoi il faut lutter pour redonner vie au mouvement révolutionnaire internationaliste, c'est l'enchaînement des masses, à travers la trahison des chefs de leurs organisations de classe, aux campagnes idéologiques et aux propagandes qui des deux côtés du front justifient les entreprises militaires des bourgeoisies nationales. Ce qu'il importe c'est de préparer les partis et les masses à résister au moment décisif à la vague de désarroi et de désagrégation qui prend justement la forme de l'appel à suspendre les buts révolutionnaires suprêmes, et à les remplacer par des objectifs intermédiaires présentés comme de première importance et correspondant aux besoins de l'heure.

Il importe donc d'insuffler dans le mouvement la certitude que les pouvoirs bourgeois ne font pas la guerre pour des idées et des grands principes, pour faire progresser l'évolution sociale, pour remplacer une forme capitaliste mauvaise par une autre plus humaine et plus tolérable.

Les guerres n'ont pas leurs causes et leur origine dans des croisades pour des principes généraux et des pour des conquêtes sociales. Les grandes guerres modernes sont provoquées par les exigences de classe de la bourgeoisie, elles sont le cadre indispensable où se réalise l'accumulation primitive et ultérieure du capital. Relisons la dramatique apologie de notre ennemi dans le *Manifeste*: la bourgeoisie lutte sans cesse; d'abord contre l'aristocratie, puis contre ses propres partis dont les intérêts s'opposent aux progrès de l'industrie; et **toujours** contre les bourgeoisies étrangères! Relisons la dans le *Capital*: la découverte des contrées aurifères et argentifères d'Amérique, la décimation et l'esclavage des populations indigènes ensevelies dans le travail des mines, les conquêtes et des les ravages aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une espèce de chasse commerciale aux peaux noires, voilà quels sont les processus idylliques de l'accumulation primitive qui signent l'aurore de l'époque capitaliste. Tout de suite après éclata la guerre *mercantile*; elle eut pour théâtre le monde entier. Commencée avec la révolte de la Hollande contre l'Espagne, elle prit des proportions gigantesques dans la guerre anti-jacobine de l'Angleterre, et se prolonge jusqu'à nos jours par des opérations de piraterie comme les fameuses guerres de l'opium contre la Chine.

Fait suite à cette phrase fondamentale une autre qui se termine par les mots fameux: la violence est l'accoucheuse de toute vieille société grosse d'une société nouvelle. La violence elle-même est une force économique! «Les différents moments de l'accumulation primitive se répètent en suivant un ordre plus ou moins chronologique, au Portugal, en Espagne, en Hollande, en France et en Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci dans le dernier tiers du XVIII^e siècle les combine tous dans un ensemble systématique qui comprend en même temps le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste».

Ces points sont si fondamentaux que

l'objectif central de l'assaut révolutionnaire dans la vision mondiale des marxistes a toujours été le colosse britannique, le premier modèle universel de l'esclavage capitaliste. On peut ranger Trotsky parmi les tenants de la thèse suivante: dans les grands conflits de l'histoire qui jettent le monde dans l'incendie - sans que cet incendie soit encore celui qui sera déclenché par notre programme - il nous est possible de choisir, tout en restant dialectiquement nous-mêmes, un des deux fronts en lutte. Mais il accompagna sans hésiter cette thèse de celle-ci: jamais nous ne pourrions choisir le côté où se trouve l'Angleterre! Le marxisme n'est pas codifié dans des versets; là où son fondateur écrivait en 1867 **Angleterre** nous devons lire en 1949 **Etats Unis d'Amérique**.

Ce n'est pas par hasard que nous avons souligné l'expression de Marx sur la guerre anti-jacobine, qu'il définit comme un exemple typique de guerre mercantile capitaliste. De mauvaises traductions rendent par «contre la révolution française» le mot évidemment pas employé par hasard d'*Antijakobinerkrieg*. L'argument massue pour les croisades bourgeoises, employé deux fois contre l'Allemagne, demain contre la Russie, réside en effet dans l'idéalisation des entreprises victorieuses de la bourgeoisie extrémiste et terroriste française contre les coalitions dirigées par l'Angleterre, où tout aurait été contenu dans les baïonnettes des sans-culottes: philosophie, idéaux, conquête d'une ère nouvelle d'égalité et de liberté humaines.

L'intervention anti-française de l'Angleterre n'avait pas pour objet la restauration du régime social féodal et l'écrasement de la révolution démocratique, comme le prétendent les interprétations courantes. Elle constituait au contraire un moment décisif de la trajectoire de l'accumulation capitaliste; elle tendait à diffuser en Europe et dans le monde l'économie industrielle, le système bourgeois. L'Angleterre n'était elle pas le premier régime bourgeois de l'histoire, n'avait-elle pas donné la première révolution et coupé pour la première fois la tête d'un roi? Selon la devise de Cromwell puis d'Elisabeth, «l'Angleterre chemine avec Dieu». Selon le marxisme c'est le dieu moderne qui chemine avec l'Angleterre, le Capital. Les coalitions ne continuèrent-elles pas contre Bonaparte, exécuteur de la révolution bourgeoise sur le continent? Et cette révolution ne gagna-t-elle pas l'Europe, à travers les victoires sur les coalitions et la sainte Alliance comme à travers la défaite finale de Napoléon et la Restauration en France?

Le marxisme déchiffre l'histoire après avoir brisé la lentille du mensonge idéaliste, qui met les images à l'envers.

Mais allons plus en arrière que Marx dans le temps, jusqu'au chef authentique des révolutionnaires et terroristes jacobins. Le 17 novembre 1793, Robespierre, désormais chef du gouvernement après l'exécution du roi et la dispersion des girondins, parle à la Convention de la politique internationale de la République. Nul plus que lui utilise à merveille la rhétorique révolutionnaire, et dans toutes ses tirades il recourt à de brûlantes invocations à la liberté contre les tyrans, à la vertu contre le crime, à la patrie, au peuple et autres mythes de la pensée bourgeoise extrémiste, alors encore ingénue. Mais le fond du discours montre la clarté de vision du grand chef politique sur les événements contemporains, au point d'éclipser les passages vibrant de passion et d'éloquence (certains aujourd'hui parleraient d'une politique froidement réaliste).

Robespierre ne préconise par la guerre pour extirper le fédéralisme en Europe, bien au contraire. «Plus qu'à la force des armes, la propagande des idéaux de notre glorieuse révolution doit être confiée à la puissance de la raison». Les belles phrases sont clinquantes mais le contenu vraiment dialectique du réquisitoire contre les girondins, hésitant à justicier Capet, réside dans l'accusation de provocation à la guerre, de trahison perpétrée avec une grossière insolence diplomatique

(Suite en page 4)

UNITED STATES OF EUROPE

(Suite de la page 3)

que en complicité avec les modérés à l'intérieur pour précipiter la République dans la ruine en faisant intervenir dans la lutte l'Espagne, en déclarant intempestivement la guerre aux Anglais et en repoussant les seuls alliés de Paris, les Américains. Et les faits cités pour fixer catégoriquement les responsabilités contre-révolutionnaires ne manquent pas d'impressionner l'assemblée et les tribunes.

L'Angleterre n'est pas accusée par le farouche tribun d'être devenue complice des émigrés et de lutter pour la revanche des nobles et des Bourbons. Elle est accusée d'objectifs proprement mercantiles et impérialistes, les mêmes qui avaient déjà provoqué des heurts avec la France bien avant la chute de la monarchie; elle est accusée plus précisément d'avoir voulu renverser Louis XVI pour mettre sur le trône le Duc de York avec l'appui de la branche orléaniste, le démagogue Philippe Egalité. «Ce plan devait assurer à l'Angleterre les trois grands objets de son ambition et de sa jalousie: Toulon, Dunkerque et nos colonies. Maîtres ainsi de ces importantes possessions, maîtres des mers et de la France le gouvernement anglais aurait rapidement forcé l'Amérique à rentrer sous sa domination».

Toute le monde se rappelle que quelques années avant la grande révolution, les colons d'Amérique du Nord avaient échappé à la domination de Londres grâce à l'appui des généraux français et les amiraux du Roi Soleil avaient déployé leurs drapeaux au cours de batailles décisives.

«Il faut signaler que le cabinet anglais actuel a conduit en France et aux Etats Unis deux intrigues parallèles qui tendaient au même but; tandis qu'il cherchait à séparer le sud de la France du nord, il conspirait pour détacher les provinces septentrionales de l'Amérique des méridionales, et maintenant alors qu'il fait ses efforts pour inciter notre République au fédéralisme, il travaille à Philadelphie pour rompre les liens confédéraux qui unissent les différentes parties de la République américaine (signes de grande attention)»

Parmi les apostrophes de l'orateur au ministre anglais Pitt, il y en a une qui est intéressante: «il veut concilier le despotisme avec l'accroissement de la prospérité commerciale, comme si le despotisme n'était pas le fléau du commerce».

Celui que lieux communs peignent comme un exemple de fanatisme aveugle et sectaire, domine au contraire sereinement l'objet de son exposé et lit clairement dans les faits, dans le mandat confié par l'histoire d'ouvrir la voie, par la parole et par la guillotine, aux nouvelles forces productives.

On pourrait montrer, dans un raccourci historique, que tous les grands réalisateurs de nouveaux systèmes sociaux, même les plus antiques, furent **marxistes**. Tous, ils surent exprimer, sous la forme des grandes idéologies populaires, le jaillissement des nouveaux rapports matériels imposés à la vie sociale.

* * *

Fédération européenne! Le défaut principal de cette formule est qu'il prend pour modèle le régime du capitalisme implacable d'outre-Atlantique. Il boit jusqu'à la lie la stupide légende selon laquelle il serait plus humain et moins barbare que le capitalisme européen et il attribue bêtement cette illusoire supériorité à la forme **fédérative** de sa constitution. Le déterminisme économique sait bien où il faut chercher la différence dans les cycles d'origine du capitalisme de part et d'autre de l'océan. Marx s'y arrête plusieurs fois en décrivant l'implantation du système salarié, au fur et à mesure que se clôt la période d'occupation des terres vierges, et que disparaît la figure du libre pionnier et du colon. «La guerre civile américaine (que nous pouvons bien dire déjà prévue par Robespierre dans son clairvoyant bilan de la situation mondiale en 1793) a eu pour consé-

quence une énorme dette nationale, une augmentation de la pression fiscale, la naissance de la plus vile aristocratie financière, l'assujettissement d'une grande partie des terres publiques aux spéculateurs qui gèrent les chemins de fer, les mines; en un mot la concentration la plus rapide du capital. La grande République a donc cessé d'être la terre promise des travailleurs émigrants. La production capitaliste avance à pas de géant, spécialement dans les Etats de l'Est, quoique l'abaissement des salaires et la servitudes des ouvriers soit encore loin d'avoir atteint le niveau européen».

La guerre civile américaine, autre étape de l'accumulation du capital, a pour la dialectique marxiste une importance de premier plan. Elle moque l'idée selon laquelle l'esclavagisme du Sud serait plus négrier que l'industrialisme du nord Est; mais elle y voit aussi un pas décisif en avant pour la lutte de classe moderne et l'émancipation prolétarienne. A la fin de la période de stagnation, en 1867, Marx écrit dans sa préface au *Capital*: «De même que la guerre d'indépendance américaine au XVIIIe siècle a sonné la cloche d'alarme pour la classe moyenne européenne, de même la guerre civile américaine au XIXe siècle a sonné le tocsin pour la classe ouvrière européenne». On s'est beaucoup efforcé d'attaquer la force des prévisions marxistes; reste le fait qu'en 1871 les armes de la révolution faisaient surgir dans une grande capitale d'Europe le premier Etat ouvrier, avant qu'il soit écrasé par la réaction bourgeoise dans des fleuves de sang.

Cette grande question historique et sociale, au sujet de laquelle rien n'est plus antimarxiste et plus philistin que les éloges grotesques à la civilisation américaine aujourd'hui largement répandus par tout un réseau de publicistes vendus, renvoie à la question du centralisme et du fédéralisme; Lénine disait à ce propos en 1917 que le parti n'avait pas consacré et ne consacrait toujours pas une attention insuffisante dans sa propagande et dans son agitation au problème de la République fédérale, de la République centralisée et de l'autonomie locale.

Comme toujours la solution de Marx, d'Engels, de Lénine brille par son originalité; elle est restée indigeste pour la plupart des socialistes de pacotille. Il faut d'abord répéter que pour le marxisme les constitutions font partie de la superstructure et non des forces motrices du devenir social. «La révolution n'est pas une question de forme d'organisation». Le rôle d'accoucheuse d'une nouvelle société, nous le confions à la violence, pas à la justice codifiée.

Le chef des jacobins montre qu'il est bien

pénétré de cette dialectique quand il combat l'*hydre fédéraliste* en France en même temps qu'il admire la gloire des illustres *Communes* américaines.

Robespierre était centraliste de même que sa République Une et Indivisible; Marx et Engels sont centralistes, et Lénine avec eux, en revendiquant leur opposition au fédéralisme social de Proudhon. Il est démontré aussi bien pour l'Etat bourgeois que pour le futur Etat prolétarien, que l'oppression et la paralysie de la périphérie, la négation de toute initiative locale se trouvent davantage **dans l'Etat fédéral** que dans l'Etat centralisé. La République jacobine unitaire voulait l'action spontanée des communes révolutionnaires locales dans laquelle s'organisait la dictature pour l'unité de classe de la jeune bourgeoisie victorieuse, unanime pour écraser à la base comme au sommet la résistance des aristocrates haïs. La Commune de Paris ne voulait pas la dictature de la capitale sur la province, mais elle lutta au nom et dans l'intérêt des travailleurs de toute la France contre la bourgeoisie propriétaire, financière, industrielle et militariste. Dans la forme mûre des Etats bourgeois, le fédéralisme est l'optimum de la forme conservatrice de la dictature de classe contre la révolution ouvrière. Lénine reprit l'analyse d'Engels à propos des systèmes suisse, américain et autres: l'Etat confédéré ou le gouvernement cantonal sont d'une certaine façon libres par rapport au gouvernement fédéral; mais ils sont aussi libres par rapport aux districts et aux communes. Cela signifie que dans les districts et dans les communes il n'y a aucune autonomie et qu'il y règne la dictature bureaucratique du canton ou de l'Etat confédéré. L'utilisation de l'un ou de l'autre système dans les différents Etats bourgeois dépend des circonstances de leur développement. Mais la formule fédérative est toujours une arme formidable pour étouffer les mille poussées locales contre la forme institutionnelle, qui tendent à la puissante unité nationale et mondiale de la révolution de classe.

C'est la raison pour laquelle Lénine affirme que «la plus grande liberté locale que l'histoire ait connue a été donnée par la République centralisée et non par la République fédérale».

Il est significatif que l'anti-fédéraliste Robespierre ait vu cette même vérité en prévoyant qu'avec les plans d'hégémonie en Europe du gouvernement anglais, ce peuple perdrait sa liberté intérieure: «Le projet même de mettre un prince anglais sur le trône des Bourbons était un attentat contre la liberté de son pays, parce qu'un roi d'Angleterre dont la famille régnerait aussi en France et en Hanovre tiendrait entre ses mains tous les moyens pour asservir son peuple».

Il y a eu et il y a beaucoup d'exemples de

ces systèmes fédéraux, liés au solide despotisme interne de classe, avec ou sans constitution écrite: le système anglais des Dominions; le rapport Etats Unis-Amérique du Sud; la situation, sous une autre phraséologie, de la sphère russe actuelle en Europe orientale et dans les Balkans. Les Nazis, les Fascistes et les Japonais n'avaient pas d'autre objectif sur le plan international.

* * *

Le mouvement fédéraliste européen, avec ses stupides projets inter-parlementaires, instrument d'une organisation guerrière à commandement extra-européen, ne répond à rien d'autre qu'à la consolidation la meilleure de la dictature du capital américain sur les diverses régions d'Europe, en même temps que sur le prolétariat américain dont les vaines illusions de prospérité auront pour débouché inévitable, dans l'évolution du cycle historique, l'**austérité** que la plus hypocrite des bourgeoisies fait avaler aux classes ouvrières d'Angleterre.

L'armature fédérale en Europe garantit de la façon la meilleure, avec le recrutement d'armées de mercenaires du Capital, qu'il ne pourra plus y avoir de Communes rouges à Paris, à Milan, à Bruxelles ou à Monaco - comme un système similaire garantit qu'il n'y en aura plus à Varsovie, à Budapest ou à Vienne.

Le renversement des rapports corrects du centralisme révolutionnaire a malheureusement eu lieu, en effet, au sein des organisations de la classe. La pyramide de la solide unité, qui n'est pas seulement unité d'hommes et de groupes locaux, mais aussi unité de principes, de méthodes et d'action au long du cours historique, a été attaquée et renversée. Les partis, qui se disent mensongèrement communistes, se vantent d'être partout des partis nationaux; ils ont dissous la glorieuse Internationale née à Moscou en 1919, Parti communiste d'Europe et du monde, pour se dire liés dans un trouble bureau d'information qui n'a aucun caractère de parti et fait mystère de ses décisions, non pas en raison d'exigences de technique insurrectionnelle, mais pour de sales raisons de politique fédéraliste, pour avoir la **liberté** de réduire en miettes à chaque tournant, les principes, les programmes et les méthodes du mouvement.

C'est précisément pour cette raison - et par rapport à ce terrible problème, la démocratie des postes n'est qu'une caricature insultante - que les adhérents de ces partis ont été privés à jamais de toute capacité d'initiative et d'autonomie par rapport à des cliques de chefs locaux, lorsque s'est fermée la seule voie par où, plongeant ses racines dans la réalité universelle de l'oppression sociale, surgit dans sa flamboyante unité mondiale la Révolution.

Extrait des

«Thèses pour la propagande parmi les femmes»

Adoptées par le IIIème Congrès de l'Internationale Communiste (Juillet 1921)

IV. En imposant aux Partis Communistes d'Occident et d'Orient la tâche immédiate de renforcer le travail du Parti parmi le prolétariat féminin, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste montre en même temps aux ouvriers du monde entier que leur affranchissement de l'injustice séculaire, de l'esclavage et de l'inégalité, n'est réalisable que par la victoire du communisme.

Ce que le communisme donnera à la femme, en aucun cas, le mouvement féminin bourgeois ne saurait le lui donner. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'affranchissement de la femme n'est pas possible.

Le droit électoral ne supprime pas la cause première de l'asservissement de la femme dans la famille et dans la société et ne lui donne pas la solution du problème des rapports entre les deux sexes. L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses ins-

truments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation de travail dans les mêmes conditions que tous les autres membres de la Société travailleuse; en d'autres termes, cette égalité n'est réalisable qu'après le renversement du système capitaliste et son remplacement par les formes économiques communistes.

Seul, le communisme créera un état de choses dans lequel la fonction naturelle de la femme, la maternité, ne sera pas en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité. Mais le communisme est en même temps le but final de tout le prolétariat. Par conséquent la lutte de l'ouvrière et de l'ouvrier pour ce but commun doit, dans l'intérêt de tous les deux, être menée en commun et inséparablement.

V. Le 3e Congrès de l'Internationale Communiste confirme les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire suivant lesquels il n'y a point de questions «spécia-

lement féminines»; tout rapport de l'ouvrière avec le féminisme bourgeois, de même que tout appui apporté par elle à la tactique de demi-mesures et de franche trahison des social-coalitionnistes et des opportunistes ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat et, en retardant la révolution sociale, empêche en même temps la réalisation du communisme, c'est-à-dire l'affranchissement de la femme.

Nous n'atteindrons au communisme que par l'union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées.

Les masses prolétariennes féminines doivent dans leur propre intérêt soutenir la tactique révolutionnaire du Parti Communiste et prendre la part la plus active et la plus directe aux actions des masses et à la guerre civile sous toutes ses formes et sous tous ses aspects, tant dans le cadre national qu'à l'échelle internationale.

VI. La lutte de la femme contre sa double oppression: le capitalisme et la dépendance

Ni putes, ni soumises... mais au service de l'Etat bourgeois

Le mouvement «*Ni putes, ni soumises*» («NPNS») est né à la suite d'un atroce fait divers (une jeune fille, Sohane, brûlée vive par un garçon dans une banlieue populaire). Il a rencontré un succès indéniable et il a acquis un poids important parmi les organisations travaillant dans les milieux issus de l'immigration et même au-delà avec sa reconnaissance par les médias et par les autorités.

Il se présente comme une association luttant contre la situation difficile que connaissent les filles maghrébines, victimes d'un machisme particulièrement prononcé; celles qui ont l'audace ou la possibilité

de faire entendre leur voix, mais la conséquence sociale inévitable des lois économiques du système capitaliste et de la politique de paralysie des prolétaires suivie tout-à-fait consciemment, y compris en soutenant le développement des islamistes (2)!, par ses propres mentors politiques, les réformistes de tout type.

Elle-même réformatrice indéfectible, Fadela Amara, qui est membre du Parti Socialiste, ne peut que gémir sur l'échec de l'«intégration républicaine» et de l'école outil de promotion sociale: ses seules positions sont celles, strictement bourgeoises, de la «citoyenneté», de la «laïcité», des «valeurs de la République», de l'appel à l'Etat bourgeois pour qu'il remplisse le rôle supposé être le sien de défenseur des faibles et de garant de l'égalité!

Que le rôle véritable de cet Etat soit à l'inverse de défendre un ordre social basé sur l'exploitation des prolétaires, sur «l'injustice sociale» c'est-à-dire sur l'inégalité entre classes exploitantes et classes exploitées, sur l'oppression du plus grand nombre, un ordre social qui produit chômage et misère, c'est bien sûr ce que tout réformiste ne pourra jamais reconnaître. Et par conséquent les orientations qu'il propose non seulement ne peuvent pas faire avancer la cause des opprimés parce qu'elles laissent intacte le fondement de l'oppression, mais elles finissent même par renforcer cette oppression!

C'est ainsi que «NPNS» qui dénonce l'oppression et les violences faites aux filles et jeunes femmes des banlieues par les garçons, ne dit **jamais** un mot de la violence et de l'oppression, et pas seulement contre les jeunes, dont sont quotidiennement responsables dans ces banlieues l'Etat et ses forces de police. Ce n'est pas par hasard. Sans doute les responsables de ce mouvement ne sont publiquement jamais allées aussi loin que leur parrain, le président de «SOS-Racisme» Malek Boutih, avec ses déclarations que même un Sarkozy aurait hésité à tenir: «*Les barbares des cités, il n'y a plus à tergiverser, il faut leur rentrer dedans, taper fort, les vaincre, reprendre le contrôle des territoires qui leur ont été abandonnés par des élus en mal de tranquillité. (...) Il faut remettre au boulot*» la police, tout en estimant que le combat des sans-papiers est «*dépassé*» (3).

«Thèses ...»

familiale et ménagère doit prendre, dans la phase prochaine de son développement, un caractère international se transformant en lutte du prolétariat des deux sexes pour la dictature et le régime soviétique sous le drapeau de la IIIe Internationale.

VII. En dissuadant les ouvrières de tous les pays de toute espèce de collaboration et de coalition avec les féministes bourgeoises, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste les prévient en même temps que tout appui fourni par elles à la IIe Internationale ou aux éléments opportunistes qui s'en rapprochent ne peut que faire le plus grand mal à leur mouvement. Les femmes doivent toujours se rappeler que leur esclavage a toutes ses racines dans le régime bourgeois. Pour en finir avec cet esclavage, il faut passer à un ordre social nouveau.

En soutenant les Internationales 2 et 2 1/2 et les groupes analogues, on paralyse le développement de la révolution, on empêche par conséquent la transformation sociale en éloignant l'heure de l'affranchissement de la femme.

Plus les masses féminines s'éloignent avec décision et sans retour de la IIe Internationale et de l'Internationale 2 1/2, plus la victoire de la révolution sociale sera assurée. Le devoir des femmes communistes est de condamner tous ceux qui craignent la tactique révolutionnaire de l'Internationale Communiste et de s'appliquer fermement à les faire exclure des rangs serrés de l'Internationale Communiste.

de battre en brèche les habitudes traditionnelles et d'avoir une sexualité libre sont dénoncées comme des «putes», alors que le comportement correct dans ces milieux serait d'être «soumises» aux hommes (pères, frères, etc.). Comme il s'est constitué sur des problèmes touchant des filles et femmes de condition prolétarienne, le mouvement «NPNS» a été considéré avec dédain par les organisations féministes existantes et il a de son côté tout de suite affirmé que ces dernières étaient «*des petits rassemblements réservés aux femmes issues de classes aisées*».

Elle-même réformatrice indéfectible, Fadela Amara, qui est membre du Parti Socialiste, ne peut que gémir sur l'échec de l'«intégration républicaine» et de l'école outil de promotion sociale: ses seules positions sont celles, strictement bourgeoises, de la «citoyenneté», de la «laïcité», des «valeurs de la République», de l'appel à l'Etat bourgeois pour qu'il remplisse le rôle supposé être le sien de défenseur des faibles et de garant de l'égalité!

Que le rôle véritable de cet Etat soit à l'inverse de défendre un ordre social basé sur l'exploitation des prolétaires, sur «l'injustice sociale» c'est-à-dire sur l'inégalité entre classes exploitantes et classes exploitées, sur l'oppression du plus grand nombre, un ordre social qui produit chômage et misère, c'est bien sûr ce que tout réformiste ne pourra jamais reconnaître. Et par conséquent les orientations qu'il propose non seulement ne peuvent pas faire avancer la cause des opprimés parce qu'elles laissent intacte le fondement de l'oppression, mais elles finissent même par renforcer cette oppression!

C'est ainsi que «NPNS» qui dénonce l'oppression et les violences faites aux filles et jeunes femmes des banlieues par les garçons, ne dit **jamais** un mot de la violence et de l'oppression, et pas seulement contre les jeunes, dont sont quotidiennement responsables dans ces banlieues l'Etat et ses forces de police. Ce n'est pas par hasard. Sans doute les responsables de ce mouvement ne sont publiquement jamais allées aussi loin que leur parrain, le président de «SOS-Racisme» Malek Boutih, avec ses déclarations que même un Sarkozy aurait hésité à tenir: «*Les barbares des cités, il n'y a plus à tergiverser, il faut leur rentrer dedans, taper fort, les vaincre, reprendre le contrôle des territoires qui leur ont été abandonnés par des élus en mal de tranquillité. (...) Il faut remettre au boulot*» la police, tout en estimant que le combat des sans-papiers est «*dépassé*» (3).

Mais elles affirment la nécessité de la répression tout en revendiquant une meilleure formation de la police et en saluant les engagements en ce sens de Sarkozy quand il était ministre de l'Intérieur, en particulier sa promesse à... installer des psychologues dans les commissariats! Sarkozy dont le nom reste attaché au renforcement généralisé de la répression en particulier contre les immigrés et contre les jeunes, et des expulsions de travailleurs immigrés sans papiers...

«NPNS» est un mouvement qui entend si peu déranger l'ordre établi qu'il a demandé et obtenu des appuis politiques et des soutiens, y compris financiers, de la part de représentants de grands partis politiques bourgeois, de grandes entreprises et d'institutions étatiques.

En 2003, pour leur marche, les organisatrices avaient «pris contact avec des entreprises privées pour [les] aider» et le grand groupe hôtelier Accor avait pris ainsi en charge le gîte et le couvert des marcheurs (4); elles ne pouvaient pourtant ignorer que ce groupe, tristement célèbre pour l'exploitation de ses employés, était le théâtre d'une dure lutte d'une poignée de travailleuses immigrées en lutte contre les cadences infernales qui leur étaient imposées.

Al'arrivée de la marche à Paris, le 8 mars, où le cortège de «NPNS» rassembla plu-

sieurs milliers de personnes, elles avaient obtenu le soutien non seulement des syndicats et des partis de gauche (LCR et LO comprises), mais aussi de François Bayrou (président de l'UDF) et de Jean-Louis Borloo (ministre UMP). Elles étaient reçues par le Premier ministre entouré de quelques uns de ses ministres, puis par Sarkozy.

Quelque temps plus tard, «*très fières*», elles inauguraient en grande pompe dans les salons de l'Assemblée nationale une exposition sur les «Marianes d'aujourd'hui» aux effigies des marcheuses et de femmes d'origine immigrées. Cette triste mascarade, censée symboliser l'attachement à l'Etat français en dépit de sa longue et sanglante histoire d'exploitation, de répression, de pillage et des crimes en tous genres, avait vu le jour grâce à «*soutien actif et chaleureux de Jean-Louis Debré*» (5) le président de l'Assemblée et ancien ministre dont les lois racistes et la répression des sans-papiers sont encore dans toutes les mémoires.

La dirigeante de «NPNS» en concluait que «*les revendications portées par [celui-ci] ont transcendé les classes sociales et dépassé les clivages politiques*» (6). Arrêtons nous donc un peu sur ces revendications. Concrètement, elles étaient au nombre de cinq: le financement d'un «guide d'éducation au respect» distribué dans les écoles, la mise en place d'hébergements d'urgence pour les jeunes femmes en rupture avec leur famille, la mise en place de cellules (sic!) d'accueil dans les commissariats pour les victimes de violences machistes, de points d'écoute femmes et enfin le financement d'une «université» de formation des cadres du mouvement. On comprend que des revendications aussi minables aient pu être acceptées sans discussion par les gouvernement! Quant à leur efficacité à améliorer le sort des filles et femmes des quartiers populaires, inutile même d'en parler; elles ont cependant le mérite de révéler la véritable **escroquerie politique** que constitue ce mouvement...

Quelques mois plus tard lors des journées de cette «université» tenue à l'automne 2003 en présence de ministres et de personnalités du PS (Fabius), un appel à Chirac était lancé pour faire de la situation des femmes un «grand chantier national». A en juger par la réalisation des promesses gouvernementales à propos des revendications ci-dessus, ce grand chantier n'était pas promis à un bel avenir: 50 logements d'urgence avaient été mis à la disposition du mouvement (sur cent promis), 23 commissariats avaient leur «cellule» d'accueil, 1 point d'écoute avait été créé: apparemment les seuls crédits vraiment débloqués étaient ceux qui avaient servi à financer la fameuse «université» et les cadres de «NPNS»...

LEFRONT «LUTTE OUVRIÈRE» - GOUVERNEMENT SOUTIEN À «NIPUTES NISOUMISES»

Parmi les sponsors les plus connus du mouvement, on trouve la grande «presse féminine» («Elle»), la radio «Skyrock» ou Elisabeth Badinter, présidente du directoire du grand groupe «de communication» «Publicis» (7), toutes entreprises qui ne se sont guère distinguées jusqu'ici pour le souci qu'elles portent aux conditions des femmes issues de l'immigration et des prolétaires en général. Le premier mai 2004 «NPNS» a participé aux «24 heures de la citoyenneté» organisées à Paris par le collectif «Respect» lié à l'UMP; ce dernier qui dénonce la «*politique laxiste*» des gouvernements précédents s'appelle ainsi car il veut «*promouvoir*

le respect dû à l'autorité légitime. En particulier celle des institutions, celle du président de la République et de tous les élus, les lois, la justice, la police, l'école, les règles de vie qui régissent notre société». Rien d'étonnant donc que l'Armée de l'air et la Marine nationale fassent partie, aux côtés de «NPNS» de cette belle fête, sponsorisée par le ministère de la ville, la RATP, la Fnac, Le Parisien, Télé-Poche, M6, Nintendo, etc...

Quant aux soutiens politiques proprement dits, ils vont de la droite gouvernementale comme on l'a vu à l'extrême-gauche électorale, le groupe «Lutte Ouvrière» étant probablement les plus engagé dans ce soutien.

Dès la fin 2003, «NPNS» a fait du soutien à la loi sur le voile et à la «laïcité républicaine» son cheval de bataille. Sa marche 2004, qui s'appelaient officiellement «tour de France républicain», a rencontré le soutien empressé de LO. Lors de la manifestation des femmes de mars 2004 où se terminait cette nouvelle marche, «NPNS» avait organisé un cortège autonome, sonorisé par un char publicitaire de «Skyrock», parce que les organisateurs n'avaient pas voulu centrer leur appel sur la laïcité et le soutien à cette loi. Son propre appel mettait en avant l'égalité entre hommes et femmes et à la laïcité au nom de «*l'esprit républicain en danger*» et appelait à ce que «*Paris soit la capitale des Lumières, du féminisme, de la laïcité et du progrès des consciences*». Amen! En tête de ce cortège républicain, se trouvaient avec les dirigeantes du mouvement, Nicole Guedj, membre du gouvernement (secrétariat d'Etat à la construction des prisons!) et... Arlette Laguiller.

Quelques jours auparavant, «NPNS» avait fêté son premier anniversaire dans les locaux chics de l'agence de pub de Séguéla, en présence de diverses personnalités du tout-Paris. Invité, Sarkozy s'était fait excuser car il était retenu (comme d'autres) par le dîner annuel du CRIF (Institutions juives); mais pour assurer de son soutien au mouvement, il avait délégué son épouse (qui passe d'ailleurs pour être la tête pensante du couple). Dans le même but, était également venue à la soirée avec quelques uns de ses camarades... Arlette Laguiller (8)! Nous ignorons ce que se sont dit Arlette et Cécilia, mais ce que nous savons c'est qu'une organisation véritablement révolutionnaire n'aurait rien à faire dans de tels milieux bourgeois et en compagnie de responsables politiques de la bourgeoisie.

Mais une organisation vraiment révolutionnaire dénoncerait l'incessante propagande républicaine de «NPNS», pure et simple apologie de la société bourgeoise; elle ne mobiliserait pas comme LO ses militants pour faire exclure des écolières portant le voile, elle ne défendrait pas la laïcité, elle n'applaudirait pas au vote de la loi d'exclusion avec le justificatif que «*l'école doit rester* (sic!) *un lieu où on combat l'obscurantisme et où on enseigne la liberté*» (9)!

Il serait difficile d'imaginer une idéalisation plus fantastique de la fonction de l'école dans la société capitaliste et une position plus éloignée de celle du communisme authentique. Dès le «Manifeste», les communistes ont soutenu que l'éducation est «*déterminée par les rapports sociaux dans le cadre desquels [sont élevés] les enfants, par l'immixtion plus ou moins directe de la société, par le canal de l'école*» et affirmé que leur objectif est d'«*arracher l'éducation à l'influence de la classe dominante*» en renversant le capitalisme.

Au contraire pour L.O. comme pour tous les réformistes opposés par principe à la révolution, l'école **telles qu'elle est aujourd'hui**, l'école bourgeoise, est une institution à défendre par les prolétaires car elle est un moyen de lutte contre «l'obscurantisme».

Cette formule de lutte contre l'obscurantisme est évidemment employée à dessein: la lutte contre l'obscurantisme n'est pas une

(Suite en page 6)

Ni putes, ni soumises... mais au service de l'Etat bourgeois

(Suite de la page 5)

lutte de classe, une lutte des exploités et des opprimés de toutes nationalités et de toutes races contre le capitalisme, mais une lutte **interclassiste**, commune à toutes les personnes de progrès, à tous ceux qui veulent défendre notre civilisation, notre culture, notre République, contre les forces obscures (les *barbares* dirait l'autre) venues des banlieues et des contrées lointaines à demi-sauvages. Grattez le laïque et vous trouverez le social-chauvin!

Collant étroitement à «NPNS», LO dans sa propagande à ce sujet ne dénonce pas la responsabilité du capitalisme et de la société bourgeoise dans les conditions des filles et femmes immigrées; elle n'appelle pas à une lutte des prolétaires: au contraire elle affirme dans ses articles relatifs à la question que c'est «*toute la société*» qui doit aider à la lutte contre le voile (n°1838) ou imposer de nouveaux rapports entre hommes et femme (n°1846). «Toute la société»: ce concept bien étrange pour des gens qui se disent marxistes, est en fait introduit par LO pour justifier non seulement l'interclassisme de sa démarche, mais son **appui à l'Etat** et son **compagnonnage** avec des ministres du gouvernement Chirac.

LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES, FRUIT DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

La violence dont souffrent les femmes serait essentiellement le fait des garçons et des hommes arabes et musulmans selon «NPNS», qui préconise donc une intégration véritable de la communauté issue de l'immigration dans la société (bourgeoise) française. Or il s'agit là d'un grave escamotage, car ce ne sont pas uniquement les filles et femmes d'origine arabes qui sont victimes.

Les statistiques disponibles pour la France et les pays européens varient sur divers points, mais elles concordent toutes pour indiquer que les violences - physiques ou morales - dont sont victimes les femmes sont très répandues et qu'à près de 90% des cas elles se produisent dans le milieu familial.

C'est ainsi que selon une étude du ministère de la santé publiée en février 2001 et portant sur un échantillon de 7000 femmes de la région parisienne, 10% d'entre elles avaient subi des violences physiques ou morales dans l'année écoulée; ces violences peuvent être graves au point qu'«*en France une femme meurt de violences conjugales tous les 5 jours*». D'après une enquête du Secrétariat d'Etat aux droits des femmes réalisée en 1999, 5% des femmes avaient subi au cours de cette année-là une agression physique. Une enquête «Eurobaromètre» réalisée de mars à mai 1999 dans l'union européenne, faisait apparaître que 20% des femmes avaient été victimes au moins une fois d'un acte de violence de la part de leur compagnon, etc. De son côté, le Conseil de l'Europe a publié en novembre 2002 un rapport selon lequel la violence conjugale serait la principale cause de décès et d'invalidité chez les femmes de 16 à 44 ans, devant le cancer, les accidents de la route et la guerre.

Contrairement aux idées complaisamment colportées par les médias bourgeois pour qui les fauteurs de tels forfaits ne peuvent être que des prolétaires barbares et avinés, «*la pauvreté et le manque d'éducation ne sont pas des facteurs significatifs, l'incidence de la violence augmentant même avec les revenus et le niveau d'instruction*», constate une étude portant sur différents pays européens; par exemple, près de la moitié des auteurs d'actes de violence domestique en Hollande sont titulaires d'un diplôme universitaire (10).

Un rapport français est plus précis encore à propos de ces auteurs: «*Il s'agit en majorité d'hommes bénéficiant par leur fonction professionnelle d'un certain pouvoir. On remarque une proportion très importante*

de cadres (67%) et de membres de la police et de l'armée» (11). Il est facilement compréhensible que les individus dont la fonction quotidienne est d'exploiter, d'écraser ou de réprimer leurs subalternes reproduisent le même comportement à l'intérieur de leur famille, vis-à-vis de leur épouse et - ce que ne disent pas les études citées - leurs enfants.

De façon plus générale, il est inévitable que la violence qui est inscrite dans tous les rapports sociaux de la société capitaliste - «républicaine» ou non! - basée sur l'exploitation et l'oppression rejaillisse aussi sur les rapports personnels entre les individus, sur les rapports au sein de la famille entre hommes et femmes, entre parents et enfants; et ce sont évidemment les plus faibles qui en font les frais.

La lutte contre les violences dont souffrent les femmes (et les enfants) ne peut être qu'inefficace si elle n'arrive pas à voir quelles en sont les causes fondamentales. La laïcité, qui serait menacée aujourd'hui par quelques lycéennes voilées, n'a pas mis fin à ces violences ni aux inégalités qui continuent à toucher les femmes prolétaires; si la lutte contre les idéologies religieuses (musulmanes, juives, chrétiennes ou autres) qui sanctifient cette inégalité, qui prônent le retour de la femme au foyer, est nécessaire, cette lutte ne doit pas dissimuler le fait que le fondement de ces inégalités ne réside pas dans ces **idéologies**, mais dans la **structure économique et sociale** de la société bourgeoise - et la République qui l'incarne au niveau politique. Elle ne doit pas en outre servir à **diviser** les victimes comme «NPNS» qui refuse de travailler avec des jeunes filles voilées ou qui, qu'elle le veuille ou non, tend à désigner comme coupables tous les jeunes prolétaires arabes.

Les femmes prolétaires souffrent particulièrement des méfaits de l'organisation capitaliste de la société. Sur le marché du travail où elles sont handicapées par leurs «obligations familiales» et la maternité, elles subissent une **surexploitation**: elles touchent un salaire inférieur à celui des hommes, elles sont plus souvent que ceux-ci réduites à des emplois à temps partiel ou cantonnées dans des emplois moins bien payés. En outre elles

sont souvent condamnées aux «travaux forcés» domestiques, supportant par exemple l'essentiel de la prise en charge des enfants.

C'est donc la **lutte anticapitaliste**, la lutte contre la structure économique et sociale bourgeoise, qui est nécessaire pour l'amélioration de leurs conditions, alors qu'une **lutte féministe**, c'est-à-dire associant des femmes de diverses classes, bourgeoises et prolétaires, ne peut s'attaquer aux racines de l'oppression. Seule l'**organisation des femmes prolétaires sur des bases classistes** aux côtés des prolétaires masculins, même pour des objectifs immédiats et des revendications partielles, indépendamment et contre les institutions bourgeoises, indépendamment et contre les partis bourgeois de tout bord, pourra leur permettre de battre en brèche les violences et les injustices, et de faire reculer les préjugés et les attitudes machistes chez les hommes.

Seules cette organisation et cette lutte, en union avec les prolétaires masculins, permettront faire les premiers pas vers le renversement de la maudite République bourgeoise, **instrument suprême de défense de l'oppression**; et pour l'instauration sur ses ruines de la dictature révolutionnaire des opprimés des deux sexes, nécessaire pour le déracinement complet du capitalisme et le passage à la société communiste qui fera disparaître à jamais l'infériorité sociale des femmes comme toutes les inégalités, toutes les oppressions, toutes les discriminations.

Le mouvement «Ni putes ni soumises», lui, s'est mis dès sa naissance **au service** de l'Etat des oppresseurs; à ce titre il ne représente en aucune manière un soutien, un appui pour les jeunes filles et femmes des banlieues prolétariennes, mais un **adversaire**.

(1) Fadela Amara, «Ni putes, ni soumises», Ed. La découverte, Paris 2003.

(2) «*Dans les années 90-95, ces imams radicaux sont devenus une référence dans certaines cités. Les pouvoirs locaux, les élus des collectivités territoriales et notamment les maires de toutes tendances politiques ont reconnu et installé comme interlocuteurs privilégiés. (...) L'imam s'est métamorphosé en nouveau régulateur social, etc.*». cf «Ni putes, ni soumises», p.74.

(3) cf «Le Monde», 13/6/2002. Aujourd'hui, Malek Boutih n'est plus prési-

dent de SOS Racisme, mais membre du secrétariat national du PS, comme d'ailleurs la vice-présidente de «NPNS». Cela ne l'avait pas empêché de déclarer, lors d'une réunion organisée par le MEDEF en mai 2003: «*Je voudrais dire à M. Sarkozy qu'il fait partie des responsables qui redonnent espoir aux jeunes dans l'action politique*». Sans commentaires...

(4) cf «Ni putes...», p.99, où Fadela Amara remercie le groupe pour son «*aide précieuse*». Pour la lutte des travailleuses d'Arcade, voir «Le Proletaire» n°466. Vengeance patronale, l'ancienne porte-parole des grévistes vient d'être licenciée fin juin.

(5) Ibidem, p. 130.

(6) Ibid., p. 131.

(7) Quatrième groupe mondial de communication (publicité, éditions) selon «Le Monde Diplomatique» (juin 2004), employant plus de 35000 personnes, Publicis, qui doit passer sous contrôle du holding du baron Seillière, patron du MEDEF, est au coeur du capitalisme français. Les campagnes de Publicis ont été souvent dénoncées pour leur caractère basement sexiste. Dans un forum à la dernière Fête de LO, la représentante de «NPNS» a déclaré que ces campagnes ne la gênaient pas et qu'Elisabeth Badinter lui avait dit être une «*grande bourgeoise*» qui «*ne connaît rien à la vie des cités*», mais qui était «*prête à l'aider*». Elle n'a pas précisé en quoi consistait cette «aide», mais on peut être sûr qu'il s'agissait de l'aider à défendre les «*valeurs républicaines*» davantage que les conditions des filles et femmes prolétaires: les représentants de la classe dominante bourgeoise, hommes ou femmes, sont des **ennemis de classe** des exploités et opprimés, hommes ou femmes, et non pas des alliés, parce que leur richesse et leur position sociale viennent de l'exploitation et de l'oppression sous toutes ses formes de ces derniers.

(8) cf «Le Nouvel Observateur» du 9/3/2004.

(9) cf «Lutte Ouvrière» n°1838, 24/10/2003.

(10) Rapport du Conseil de l'Europe, Strasbourg, novembre 2002.

(11) Prof. R. Henrion, Ministère de la Santé, février 2001. Il signale aussi que «*les professionnels de la santé*», sans autre précision, forment aussi une catégorie très nombreuse d'auteurs de violences conjugales.

L'Algérie après l'élection présidentielle

(Suite de la page 1)

port aux intérêts fondamentaux du capitalisme, des «caprices»! Puissent les prolétaires se pénétrer de cette vérité sur ce que sont la démocratie et les démocrates...

RIVALITÉS INTER-IMPÉRIALISTES

Une semaine à peine après les élections Chirac a effectué une visite éclair à Alger pour féliciter Bouteflika mais surtout pour consolider l'influence de l'impérialisme tricolore en Algérie. En effet l'Algérie (comme tout le Maghreb) est le théâtre d'une offensive de l'impérialisme américain sur tous les plans, qui dérange les positions acquises par les impérialismes européens. Ayant les intérêts les plus importants, la France est l'Etat qui a le plus à perdre des ambitions américaines et elle n'entend pas se laisser détrôner. «*Tout le monde en parle dans les chancelleries occidentales à Alger: qui de Bush ou de Chirac aura le dernier mot dans la sourde guerre d'influence qui secoue par ses fondements le pouvoir algérien?*» écrivait ainsi à la fin de l'année dernière un journal d'Alger (4).

L'Algérie est le premier partenaire économique de la France au Maghreb, son 3e fournisseur en pétrole et son deuxième client après les Etats-Unis, tandis que les entreprises françaises sont le premier fournisseur de l'Algérie avec 25% de part de marché (à eux seuls les ventes d'automobiles et les biens d'équipement représentent 50% des exporta-

tions françaises). Selon une enquête de la Chambre de commerce et d'industrie française l'Algérie serait passée au 3e rang des marchés prioritaires pour les entreprises de l'Hexagone et les exportations françaises auraient progressé de 60% en 4 ans (5). Les secteurs qui intéressent actuellement le plus les Français sont évidemment le pétrole, mais aussi les travaux publics (métro d'Alger), les transports ferroviaires, l'automobile et les pneumatiques, l'agro-alimentaire, la pharmacie, etc. Les ressources nouvelles encaissées par l'Etat algérien avec la hausse des prix du pétrole font saliver les capitalistes français...

La part des Etats-Unis sur le marché nord-africain est moins de la moitié de celle de la France. Leurs principaux achats dans la région sont du pétrole à l'Algérie dont ils sont les premiers clients: 4.748,4 millions de dollars en 2003, année record, tandis que les français n'avaient acheté que pour 3.072 millions d'euros; par contre ils n'avaient exporté que pour un total de 487,4 millions de dollars alors que les exportations françaises étaient près de neuf fois plus élevées en valeur: 3.696 millions d'euros (6). Il y a donc inévitablement une forte pression américaine pour rééquilibrer leur commerce avec l'Algérie, pression qui s'appuie aussi sur le fait que les Etats-Unis ont investi plus de 6 milliards de dollars en Algérie contre guère plus d'un milliard pour la France. Les Américains ont aussi entamé une coopération militaire avec l'Algérie et ils ont multiplié les démarches diplomatiques auprès d'Alger dans le cadre

de leurs perspectives moyen-orientales (par exemple en invitant Bouteflika lors du dernier G8 tenu aux Etats-Unis, ce qui aurait fait grincer des dents à Paris; Boutef a poussé l'obligance jusqu'à assister aux funérailles de Reagan que Chirac avait ostensiblement boudées)..

Pour répliquer à cette offensive l'impérialisme français a multiplié les visites de responsables en Algérie. Le dernier en date a été Sarkozy, à la tête d'une forte délégation de patrons venus signer ou prospecter des contrats; le ministre français de l'économie a proposé de transformer une partie de la dette algérienne (dont la France possède la plus grande partie) en investissements dans l'économie du pays. Sur le plan diplomatique, Chirac a fait plaisir aux dirigeants algériens en s'opposant aux velléités de démocratisation, pourtant bien vagues, présentes dans l'initiative américaine du «Grand Moyen-Orient».

Mais surtout, à la grande déception des démocrates algériens (7), l'impérialisme français s'est employé et s'emploie du mieux qu'il peut à consolider un régime dictatorial, en ignorant ses crimes, même quand ils ont lieu en France, et en reprenant les livraisons d'armes, un moment interrompues. Ce soutien solide s'explique non seulement parce que l'impérialisme français le considère comme le meilleur garant de la poursuite de ses relations économiques avec ce pays, mais aussi comme le meilleur garant du maintien de l'ordre bourgeois là-bas, le défenseur de cet ordre sauvage contre les travailleurs et les

La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original (Fin)

Nous publions dans ce numéro la fin du compte-rendu du rapport d'Amadeo Bordiga à la réunion de Parme du parti en 1958 que, faute de place, nous n'avons pu mettre dans le numéro précédent.

LA FORCE OULARAISON

Il est connu que nous avons critiqué la conception du parti de masse et la façon de diriger les partis communistes qui avait été introduite dans l'Internationale sous l'appellation inexacte de bolchévisation; mais nous avons toujours pris grand soin à ce qu'on ne prenne pas notre critique pour une qui décollerait de l'apologie de la démocratie en général, idéalisant un type de parti valable pour tous et débouchant inévitablement là où les staliniens aboutissent, comme il était facile de le prévoir: dans le pacifisme social le plus plat.

Il faut donc bien distinguer deux questions, celle de la nature du parti communiste et celle de l'évolution à l'époque bourgeoise de la forme parti, ou question du rapport politique-culture.

La formule présente du renversement de ce rapport à l'avantage du terme politique au détriment terme culture, Perticone l'attribue dans ses articles au sociologue allemand Max Weber; celui-ci aurait théorisé à l'époque de la première guerre le parti «démoculturel» avant d'être plus tard emporté par la déception hitléro-stalinienne. Ce sont toujours des anciens semi-marxistes que nous avons dans les jambes.

Avant de parler des toutes récentes formes totalitaires et de l'explication-lamentation «charismatique», il nous faut affirmer que le marxisme n'a jamais eu rien à voir avec une «théorie des partis» faisant découler la dynamique de ces derniers de l'opinion de leurs adhérents. Dans notre conception, le parti révolutionnaire a une doctrine bien définie, acceptée et partagée par tous ses composants, ce qui ne signifie pas qu'ils ont la faculté, au moindre soubresaut, de la changer à la suite de consultations numériques; en

effet cette théorie naît collective et unitaire sous la force des événements historiques et non pas à la suite de l'association subjective d'éléments épars. Mais cette conception s'applique à un seul parti.

Pour ce qui est des autres, la légende d'un âge d'or démocratique et de type scolastique ou instituteur de marionnettes, nous fait bien rire. Pendant la révolution bourgeoise, ces partis s'appuyaient, eux aussi, sur la dictature et la terreur. Ils se proclamaient illuministes, illusion qui ne fut pas détruite par Marx mais par Babeuf quand celui-ci théorisa que dans la lutte sociale la force a des droits supérieurs à ceux de la raison. Le parti rationnel envisagé par Weber n'a donc aucune origine prolétarienne ou socialiste. Le point fondamental est toujours le même: l'école des prolétaires, ce sera la révolution victorieuse; celle-ci leur demande d'être armés et non pas d'avoir des diplômes. Même aux prolétaires adhérents au parti, on ne fait pas passer un «examen culturel». Depuis les luttes au sein de la Deuxième Internationale la gauche a ridiculisé la thèse du parti «culturaliste».

Dès leur naissance, les partis de la bourgeoisie ont exprimé et défendu des intérêts de classe bien précis et non pas le résultat changeant de diverses opinions. Les multiples partis de la moyenne et de la petite bourgeoisie ont constitué des mécanismes de transformation des revendications du grand capital en superstitions politiques des classes moyennes et de la petite bourgeoisie poltronne. Ceux dont les adhérents se recrutaient plutôt dans les couches «intellectuelles» sont aussi ceux qui ont vu le moins clair dans l'histoire et dans la société; ils ont fourni des héros ingénus pour les entreprises et les conquêtes du capitalisme européen en se reprenant comme idéaux ses louches appétits. Dans tout le *Risorgimento* (1) italien nous ne trouvons qu'une seule grande exception à cette rationalité mystifiante, à ce «culturisme» de la lutte politique: Carlo Pisacane, un marxiste qui n'eut pas le temps de lire Marx, qui donna sa vie à la cause nationale et fut tué non par les flics mais par la paysannerie

analphabète et aclassiste.

LARIDICULEÉPOQUEDESGRANDS

Perticone oppose une phase où les partis étaient basés sur la démocratie volontaire et une autre qui se caractérise par une discipline aveugle envers un centre dirigeant incarné aux yeux de la base par des individus déterminés ou pire par un seul individu. Si on abandonne tout regret à la Weber pour la première phase et toute prévision de sa réapparition à l'avenir dans le cadre d'une nouvelle joute libérale multipartite (qui en fait n'a jamais réellement eu lieu dans le passé) cette opposition peut avoir une portée, mais seulement dans la mesure où l'on fait la critique de la dégénérescence contemporaine de la société bourgeoise; et dans la mesure où on évite d'identifier de façon métaphysique les voies opposées qui mènent disons au parti de Staline, et à ceux d'Hitler, de Mussolini ou, mettons aujourd'hui, de De Gaulle.

La caractéristique de ces monstrueuses organisations - dont la cause véritable est la passivité des masses dans une société en décomposition, ce qui n'est pas dû à un manque de «culture» ou à un manque d'«éducateurs» mais à un défaut de force mécanique révolutionnaire en raison des causes complexes et lointaines bien connues - est l'étrange absurdité suivante: alors que partout et en tous lieux le système moderne «charismatique» fait du chef une idole (idole combien fragile et temporaire!), il se défend précisément en faisant constamment l'apologie de la stupide panacée démocratique et en se vantant de l'adhésion libre et souveraine des prétendues «consciences».

La guerre a renversé les Etats totalitaires comme ceux d'Allemagne, d'Italie et du Japon et leurs partis gouvernementaux avec eux. Parmi les vainqueurs, les Etats occidentaux sont des démocraties parlementaires permanentes; et c'est sous cette forme juridique qu'ils se sont efforcés toujours plus d'organiser les pays du monde sur lesquels ils ont de l'influence. La Russie et les Etats qui lui sont liés à l'intérieur de l'URSS, ont conservé le système du parti unique; il n'y a pas de partis en concurrence pour le pouvoir; mais la politique que les partis soi-disant communistes mènent en dehors de l'URSS est complètement centrée sur l'apologie ouverte de la démocratie électorale, qu'ils exigent des pouvoirs locaux. Dans la polémi-

que entre les deux blocs d'Etats et de partis, la revendication démocratique est toujours en première ligne et l'accusation la plus fréquemment lancée est celle d'avoir violé la manifestation électorale de la volonté populaire. Chacun des deux adversaires affirme comme une vérité évidente l'accusation que l'autre perpète une telle infamie.

En dépit de cette débauche d'invocations à la souveraineté populaire la plus large possible, à chaque fois que ces pouvoirs mondiaux se rencontrent, c'est une règle commune, acceptée par les uns comme les autres, que des millions d'hommes, dont les intérêts (nous ne dirons pas: dont les opinions) sont en jeu, ne soient que les lointains spectateurs d'une réunion de 4 ou 5 grandes personnalités juchées au sommet, déléguées des gouvernements des Etats les plus monstrueux; tout se décide dans ce monde démocratique et populaire par ces 5 «big», c'est-à-dire au maximum par 5 grands personnages sur deux milliards de membres de l'espèce humaine, tous «démocratiquement souverains»; par 5 grandes figures à qui nous lançons l'apostrophe d'un poète oublié, citée ironiquement comme le plus bel hendécasyllabe de la littérature italienne: «0 big pyramidal, che fai tu il?» (0 big pyramidal que fais-tu là?).

La démocratie pouvait-elle dégénérer davantage et tomber plus bas?

Quelles sont les chances pour la sociologie rationnelle des opinions des élites, des choix des hommes cultivés, qui devraient conduire, selon l'illusion de Weber, la vie politique mondiale en s'échangeant, de temps en temps, le pouvoir avec un «fair play» élégant, avec une courtoisie tolérante?

On a dit, contre la gauche marxiste qui s'opposait au gros parti monstrueux et à l'adulation des masses, que nous étions des tenants de la théorie des élites intellectuelles. Mais nous sommes tout autant contre la démocratie dans la société, dans la classe et dans le parti pour lequel nous préconisons le centralisme organique, que contre la fonction des élites dirigeantes: il ne s'agit là que d'un mauvais ersatz du Chef individuel, d'une marionnette collégiale mise à la place de celle individuelle, et ce peut même constituer, dans certains cas, un pas en arrière. La différence fondamentale réside dans le fait que notre doctrine n'envisage pas une constellation

(Suite en page 8)

L'Algérie ...

masses déshéritées (8).

LEFRONTSOCIAL DENOUEAUENFLAMMES

C'est ce titre que donnait à l'automne dernier le site internet de «Courrier international» à une revue de la presse algérienne où on pouvait lire: «Aucune couche de la population ni aucune profession n'est épargnée; que ce soient les enseignants, les populations rurales, les lycéens, les collégiens, les chômeurs ou les travailleurs menacés de chômage, les Algériens désabusés n'ont qu'un seul moyen de se faire entendre, celui de descendre dans la rue et d'ériger des barricades» («L'Expression»); et «Courrier International» parlait de «la peur panique de l'émeute généralisée» des autorités.

Si la situation n'est pas comparable à ce qu'elle était lors de la révolte en Kabylie, l'agitation sociale est effectivement à nouveau bien présente. Il faut dire que la situation des prolétaires et des masses ne s'est en rien améliorée; la majorité de la population s'est appauvrie ces dernières années et les inégalités se sont creusées; officiellement il y a plus de 2 millions de chômeurs sur une population active de 8 millions de personnes, plus d'un million et demi de personnes ont un revenu insuffisant pour se nourrir, le manque de logements sociaux est dramatique, etc.

La rentrée dernière avait été marquée par la longue grève des enseignants, qui s'était organisée et maintenue pendant deux mois en dehors du syndicat officiel (UGTA) qui lui était hostile, et en dépit de la répression

gouvernementale. Finalement les enseignants reprirent le travail sans avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications, mais ils obtinrent cependant la levée des mesures répressives. Les grèves et les agitations diverses ont continué dans les mois qui ont suivi, tandis que les autorités alternaient la répression et, pour ce qui est de la Kabylie, les mesures d'ouverture envers les secteurs les plus modérés. Pour faire retomber la pression l'UGTA s'est même vue contrainte de décréter en février une grève générale contre les privatisations qui a été très largement suivie.

Au cours des dernières semaines on a assisté à des émeutes de chômeurs à Ouargla; début juin un mouvement de grève illimitée était déclenché dans les hôpitaux, tandis que diverses associations lançaient une campagne pour l'abolition du très réactionnaire statut de la femme.

Contrairement à ce que prétendent les autorités, l'avenir qui est réservé aux prolétaires et aux masses algériennes est tout sauf rose. Face à la menace d'affrontements et de troubles sociaux le gouvernement répond par le recours toujours plus large à la répression, que ce soit par la répression syndicale sur les lieux de travail, la répression contre les médias trop critiques (après Benchicou et Hafnaoui Goul, Ahmed Benaoum, patron de journaux d'Oran, a été arrêté et des poursuites devraient être engagées contre d'autres journaux; les bureaux de la chaîne Al Jezzira viennent d'être fermés après une émission critiquant le régime) l'emprisonnement et la torture (comme pour les 26 jeunes manifestants de T'kout, après les émeutes de mai ou ceux de Ouargla), sans parler de son utilisa-

tion de bandes «paramilitaires» pour semer la terreur (la récente découverte de charniers atteste, selon toute probabilité, de la réalité des sinistres exactions des forces spéciales).

Cependant même la répression la plus bestiale est à la longue impuissante à empêcher la révolte des masses comme l'ont démontré hier les centaines de milliers de manifestants kabyles. Demain, les conditions de vie insupportables pousseront à nouveau les masses dans la rue.

Mais pour que ces mouvements et ces affrontements inévitablement destinés à se répéter aient un débouché positif en s'orientant sur la voie classiste, sur la voie révolutionnaire, il faudra qu'au préalable une avant-garde prolétarienne ait pu se dégager de toutes les influences interclassistes et opportunistes pour s'atteler au travail de constitution du parti de classe, organe indispensable pour diriger la lutte contre les capitalistes et leur Etat alliés à l'impérialisme en union avec les prolétaires des autres pays.

Cette perspective ne tombera pas du ciel et elle ne peut pas être immédiate, mais elle est la seule réaliste.

(3/7/2004)

(1) cf «Informations internationales» n°67 (février 2004).

(2) cf «Le Figaro», 20/4/2004.

(3) cf «Le soir d'Algérie», 25/4/2004

(4) cf «L'Expression», 8/12/2003.

(5) cf «Le Matin», 5/6/2004.

(6) Chiffres cités par «Jeune Afrique. L'intelligent», n°2266 et 2267 qui signale que les données françaises pour les échanges avec

le Maghreb sont rares. Les chiffres fournis par les Douanes sont comme d'habitude légèrement différents.

(7) C'est aussi le cas du FFS (qui avait maintenu son appel au boycott des élections en dépit de l'insistance du chef de services secrets). Aït Ahmed dira le 28/6 dans un colloque sur «La Françalgérie, tabou de la République française» qu'un seul Premier Ministre avait osé briser l'«omerta» en disant que la parole de la France était «contrainte», Lionel Jospin. Mais cette «contrainte», c'était celle des intérêts impérialistes français qui obligeaient Paris à être «garante du statu quo autoritaire en Algérie» (pour reprendre la formule d'Aït Ahmed).

(8) «Les affinités qui se sont nouées entre les généraux algériens et les officiels français, l'entente qui semble nouer de manière très forte la DST au DRS [Services secrets algériens, NdIR] et les «places fortes», sises dans la capitale française et sa périphérie et qui sont le second pays (parfois même, le premier) pour les dirigeants algériens depuis 1962, sont l'arme secrète dont use la France pour maintenir en l'état les privilèges acquis en Algérie, dont le marché local», cf «L'Expression», op. cit.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

3e liste 2004

Lecteurs Aix: 72 / Alain: 13,50 / Bordeaux: 7,50 / Charles: 26,50 / Eric: 8 / Georg: 5 / Gérard: 20 / Joël: 8,50 / Luis: 2,5 / Paris: 460 / Roger: 75 / Victor: 50

Total liste: 748,50 Euros
Total général: 3.013,50 Euros

Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T. O. renforcent l'exigence de l'unité et de la lutte de classe

Jusqu'à la première Intifada en 1988, la bourgeoisie israélienne, pour faire tourner sa machine à profit, exploitait déjà en grand nombre les travailleurs palestiniens des Territoires Occupés (T.O.). Plus d'un travailleur sur trois habitants les T.O. travaillait en Israël, générant aussi pour la bourgeoisie palestinienne un apport d'argent propice au développement de ses petites affaires. Mais dès que Tsahal dressa les premiers barrages routiers et isola à une échelle de plus en plus large les villages palestiniens, au stade où aujourd'hui l'Etat sioniste construit une muraille autour du futur Bantoustan palestinien, la bourgeoisie dû résoudre l'épineux problème de l'approvisionnement en main d'oeuvre corvéable à souhait pour remplacer les palestiniens confinés chez eux. Commença alors la recherche de prolétaires de pays plus lointains mais dont la force de travail se négocie à un prix dérisoire et dont les prolétaires, plongés dans la misère, acceptent les conditions sociales les plus désastreuses.

L'EXPLOITATION ESCLAVAGISTE DES NOUVEAUX PROLÉTAIRES IMMIGRÉS

Dans le domaine de l'exploitation de la force de travail, le capitalisme montre encore une fois qu'il ne manque pas de ressources et de moyens. La bourgeoisie israélienne ira donc chercher ses esclaves du salariat dans les grands réservoirs que sont l'Asie et certains pays de l'Europe de l'Est dont principalement la Roumanie.

Les premières vagues de ce type d'immigration commencent en 1993, c'est-à-dire qu'au fur et à mesure que se resserrait l'étau autour des T.O., la bourgeoisie mettait en place un système de recrutement des immigrés hors région moyen-orientale, destinés à remplacer les travailleurs palestiniens. Pour cela le gouvernement israélien autorisait l'ouverture des frontières aux travailleurs d'Asie et des pays de l'Est. De 1992 à 1998, le nombre de permis de travail pour ces immigrés augmenta de 4'000 à 107'000. Le ministre israélien du travail estimait en 1998 que

Origine des travailleurs	Nb estimé prolétaires
Philippines	60'000
Thaïlande	30'000
Chine	30'000
Inde et Sri-lanka	15'000
Autres Sud-Est	10'000
Total Sud-Est asiatique	145'000
Roumanie	50'000
Zone ex-URSS	35'000
Autres pays de l'Est	15'000
Total Europe de l'Est	100'000
Afrique	15'000
Amérique latine	15'000
M-O, Afrique du Nord	15'000
Total autres pays	45'000
Total toutes régions	290'000
Source : «Annual Report 2002», Kav LaOved	

La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire

(Suite de la page 7)

de partis, mais le rôle d'un seul dont le dialogue avec les autres n'est pas intellectuel ni culturel, et encore moins électoral et parlementaire, mais repose sur la violence de classe, sur la force matérielle, et a pour objectif la soumission et la destruction de tout autre parti.

Le parti que nous sommes sûrs de voir ressurgir dans un lumineux avenir sera constitué par une vigoureuse minorité de prolétaires

186'000 travailleurs immigrés travaillaient en Israël, mais que seulement 90'000 étaient au bénéfice d'un permis de travail, les autres étant les clandestins, ou devenu clandestins suite à un licenciement et souvent à la non restitution de leur passeport par leur patron. 65% travaillaient dans la construction, 20% dans l'agriculture, 10% dans les soins et 5% dans l'industrie et services.

Le tableau 1. montre l'origine de ces travailleurs immigrés.

L'exploitation des travailleurs immigrés est même plus avantageuse pour les patrons israéliens. Leur salaire minimum de base est théoriquement le même, soit 2085 NIS, mais compte tenu que les patrons n'ont pas les mêmes charges sur ces salaires, le coût d'un travailleur immigré leur revient finalement à 2'099 NIS alors que pour le palestinien des T.O., titulaire d'un permis; le montant, charges patronales comprises, s'élève à 3'110 NIS. Mais pour ces prolétaires immigrés il y a aussi une différence avec leurs camarades palestiniens, ils supportent en effet beaucoup plus de déductions sur leur salaire qu'un palestinien (Dépenses immobilières, garantie et remboursement des frais du ministère de l'emploi, impôt, sécurité sociale et couverture médicale). Leur salaire net versé se réduit donc à 1'363 NIS contre 1'812 NIS au travailleur palestinien (1).

Les conditions de travail imposées à cette nouvelle vague d'immigration venue de Chine, de Roumanie, de Thaïlande et des Philippines sont véritablement du servage et de l'esclavage salarié: les prolétaires appartiennent totalement à leur patron. Dès leur arrivée dans l'entreprise leurs passeports sont confisqués, leurs contrats font état de multiples restrictions, y compris l'interdiction de tout contact affectif ou rapport sexuel avec une personne israélienne. Le non respect de toutes ces restrictions est sanctionné par des amendes, de la prison et l'expulsion. Les promesses salariales avant leur arrivée sont rarement tenues et aucune occasion n'est perdue pour ponctionner leur salaire de frais spéciaux, par exemple, même si cela n'est pas légal, la restitution du passeport par le patron peut coûter 500\$ à l'immigré, soit un mois de salaire.

Le commerce de cette force de travail est aussi extrêmement juteux pour la bourgeoisie qui s'en occupe. Le ministre du travail Benizri expliquait à ce propos que cela représentait un business de 3 milliards de dollars et que jusque dans les rangs des députés et du gouvernement proliféraient les commissions et pots de vin (2). L'arrivée d'un prolétaire, rapporte tellement que ceux-là même qui sont en charge de faire respecter les quotas, outrepassent les limites, sachant qu'ils mettent en place parallèlement des procédures d'expulsion des illégaux ou devenus tel suite à un licenciement.

Le tableau 2. ci-après indique les sommes astronomiques à payer par les candidats à l'émigration vers Israël aux autorités des deux bords, aux compagnies aériennes, aux agences et intermédiaires de toutes sortes. A ce jeu de dupe, ce sont les travailleurs chinois qui font le plus les frais du système.

Aujourd'hui le nombre de travailleurs immigrés est proche de 300'000, dont 65% sont en situation illégale, ce qui représente 12% de la force de travail du pays. L'Etat sionis-

tes et de révolutionnaires anonymes, qui pourront remplir différentes fonctions, comme les organes d'un même être vivant, mais qui seront tous, à la périphérie comme au centre, liés à la règle inflexible et impérieuse du respect de la théorie; de la continuité et de la rigueur dans l'organisation; d'une méthode précise d'action stratégique aux impératifs inviolables dont l'éventail des possibilités doit être tiré de la terrible leçon historique des ravages occasionnées par l'opportunisme.

Dans un tel parti finalement impersonnel, nul ne pourra abuser du pouvoir à cause précisément de la caractéristique inimitable qui le distingue de façon ininterrompue depuis son origine en 1848.

te, même si ses représentants font choux gras avec les commissions du trafic, se doit de mettre de l'ordre à tout cela et a lancé une vaste offensive pour détecter, arrêter et déporter les travailleurs illégaux. Associé à cette tâche abjecte le syndicat brun Histadrut qui compte sur ses adhérents pour placer des coups sévères à ces concurrents sur le marché de l'emploi. Asher Shmuely, secrétaire régional du Histadrut déclarait: «L'administration de l'immigration, en collaboration avec l'Histadrut continuera à localiser les endroits où sont employés des travailleurs étrangers», «Nous appelons tous les travailleurs qui ont connaissance de la présence de travailleurs étrangers dans leur lieux de travail à le faire savoir à l'Histadrut, même anonymement, afin de renforcer les opérations pour les déloger de leur poste. C'est de cette manière que les travailleurs israéliens pourront assurer leur emploi» (3).

Pays d'origine	Commission payée par l'ouvrier	Durée de travail couverte
Chine	\$ 9'000	Au-delà d'un an
A qui va l'argent: \$ 4'000 pour les autorités chinoises; \$ 1'000 voyage avion; \$ 4'000 Intermédiaires, patrons et contacts		
Roumanie	\$ 3'000	6 mois
A qui va l'argent: \$ 250 voyage avion; \$ 100 visite médicale; \$ 2'500 pour les représentants de l'Association israélienne patronale (ICA), intermédiaires et contacts		
Thaïlande	\$ 3'000	6 mois
A qui va l'argent: \$ 800 voyage avion; \$ 500 aux patrons; \$ 1'500 agences de placement et contacts		
Philippines	\$ 5'000	env. 1 an
A qui va l'argent: \$ 800 voyage avion; \$ 4'000 agences de placement et contacts		
Source : «Annual Report 2002», Kav LaOved		

Le poison du racisme, de la xénophobie et du nationalisme est une véritable plaie pour la classe ouvrière dans son ensemble, mais il ne manque pas d'occasion pour les prolétaires d'origine juive de dénoncer les agissements de leur bourgeoisie, à commencer par ce genre d'enrôlement dans la chasse aux travailleurs immigrés.

L'évolution de la structure du prolétariat, le phénoménal élargissement international de ses composantes, contribue objectivement à faire sortir la classe ouvrière du Moyen-Orient de la seule problématique nationale, même si ce facteur est un facteur aggravant de l'exploitation capitaliste. Echapper à l'enfermement dans la seule question nationale, oeuvrer pour que la classe ouvrière, toutes nationalités confondues apporte sa propre solution aux discriminations nationales historiques et quotidiennes, sont des objectifs fondamentaux pour les révolutionnaires marxistes. C'est dans l'unité ouvrière - quels que soient les terribles obstacles à surmonter et les liens étroits des prolétaires juifs avec leur bourgeoisie n'est pas des moindres - que

Cette caractéristique est celle de l'absence d'hésitation du parti et de ses adhérents à affirmer que la conquête du pouvoir politique et son exercice central est sa fonction exclusive, sans jamais et à aucun moment cacher ce but, jusqu'à ce que tous les partis du capital et de ses laquais petit-bourgeois aient été finalement exterminés.

(1) Le *Risorgimento* (renaissance) est la période de la formation de l'Etat unitaire italien au XIXe siècle à travers diverses guerres et insurrections contre les pouvoirs réactionnaires et l'occupation étrangère. Carlo Pisacane fut tué en 1857 lors d'une tentative d'insurrection dans le sud de l'Italie.

réside l'espoir des prolétaires de toutes nationalités pour défendre leurs conditions d'existence et pour ouvrir leur propre voie de classe dans la lutte contre le capitalisme et toutes ses discriminations religieuses comme raciales.

(1) Source d'origine de Kav LaOved, repris dans un rapport de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) «les travailleurs migrants en Israël - Une forme contemporaine d'esclavage», juin 2003

(2) Kav laOved, «Annuel repport - 2002»

(3) Kav laOved, 13/09/2002

LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE LA PRESSE DU PARTI (extrait de la liste)

Alger: Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève:** «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence:** «La divine comédie» / **Albi:** Maison de la presse, Place du Vigan / **Belfort:** Maison de la Presse, 65 Fbg de France / **Clermont-Ferrand:** «Le Papyvore», 3 rue de l'Ente / **Laval:** Point Presse, Centre Cial Carrefour, 46, Av. Delattre de Tassigny / **Lyon:** «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêcherie / **Marseille:** Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / **Papeterie-journaux du Vieux Port / Martignes:** Papeterie-journaux, 5 Boulevard Degut / **Mayenne:** Maison de la Presse, 14 rue Aristide Briand / **Montbéliard:** Point-Press, rue Jacque Foillet / **Montpellier:** «Librairie Sauramps», Le Triangle / **Librairie Scrupule**, 26 rue du Fbg de Figuerolles / **Nantes:** «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris:** «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», 1bis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / «Quilombo», 23 rue Voltaire / **Pointe-à-Pître:** «Librairie Antillaise», rue Schloecker / **Rennes:** Maison de la presse, 8 Place du Colombier / **Toulouse:** «Les Arcades», Place du Capitole / **Librairie-journaux**, 1, Place du Parlement / **Tours:** Librairie, 104 rue Colbert / **Maison de la Presse**, 5 rue de Bordeaux / **Maison de la Presse du Beffroi**, 36 rue de Jemmanes / **Villeurbanne:** Maison de la presse, 33 avenue H. Barbusse

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

Points de contact:

Aix-en-Provence: réunion de lecteurs, sur le thème: luttes partielles et lutte générale. Samedi 10 juillet. Cafétéria Flunch 15h, Place du Général de Gaulle
Paris: Pour avoir la date et le lieu de la prochaine réunion publique à la rentrée, écrire au journal.
Toulouse: Vente au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5€ / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15€ / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4€ / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32€ / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5€ / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5€ / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27€ / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3€ / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6€ / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**